



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1989/47
16 décembre 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-cinquième session
30 janvier-11 mars 1989
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT DES DROITS
DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET, NOTAMMENT, QUESTION DU
PROGRAMME ET DES METHODES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION; AUTRES METHODES ET
MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES
POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME ET
DES LIBERTES FONDAMENTALES

Institutions nationales pour la protection et la promotion
des droits de l'homme

Rapport mis à jour du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 7	1
<u>Chapitre</u>		
I. ORGANES LEGISLATIFS ET ORGANES CREES POUR EXAMINER LA CONSTITUTIONNALITE DES LOIS	8 - 20	3
A. Organes législatifs	8 - 16	3
B. Organes établis pour examiner la constitutionnalité des lois	17 - 20	5

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
II. ORGANES JUDICIAIRES	21 - 59	6
A. Juridictions de droit commun	21 - 28	6
B. Cours constitutionnelles	29 - 33	7
C. Cours et tribunaux spéciaux	34 - 43	8
D. Cours et tribunaux administratifs	44 - 45	11
E. Autres organes établis dans le cadre du système judiciaire	46 - 59	12
III. ORGANES ADMINISTRATIFS	60 - 100	17
A. Commissions des droits de l'homme	61 - 73	17
B. Institutions chargées de la protection de certains groupes	74 - 92	21
C. Institutions chargées de l'égalité en matière d'emploi	93 - 100	28
IV. L'OMBUDSMAN	101 - 113	32
V. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	114	36

Annexes

- I Liste d'institutions nationales
- II Bibliographie

Introduction

1. Le présent rapport est présenté conformément aux résolutions 42/116 de l'Assemblée générale et 1988/72 de la Commission des droits de l'homme, intitulées respectivement "Institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme" et "Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme". Rappelant sa résolution 41/129 du 4 décembre 1986 et la résolution 1987/40 de la Commission en date du 10 mars 1987, l'Assemblée générale a, dans sa résolution, accueilli avec satisfaction le rapport récapitulatif du Secrétaire général sur les institutions nationales et prié le Secrétaire général de le mettre à jour en gardant à l'esprit les besoins pratiques des responsables de la mise en place des institutions considérées, a invité le Secrétaire général à inclure dans son rapport mis à jour tous les éléments d'information présentés par les gouvernements ainsi que les données supplémentaires que ceux-ci souhaiteraient faire connaître, en mettant tout particulièrement l'accent sur le fonctionnement de différents types d'institutions nationales ayant pour vocation d'assurer l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme, de même qu'une liste des institutions nationales existantes et de leurs chargés de liaison et une bibliographie des documents pertinents, et a prié le Secrétaire général de lui présenter son rapport mis à jour lors de sa quarante-quatrième session (par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social) en vue de le distribuer largement comme guide des Nations Unies sur les institutions nationales.
2. Conformément aux précédentes résolutions de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté à ce jour à l'Assemblée générale trois rapports de fond sur cette question : l'un (A/36/440) en 1981, l'autre (A/38/416) en 1983, et le troisième, un rapport récapitulatif (E/CN.4/1987/37), en 1987.
3. Comme le lui avait demandé l'Assemblée générale, le Secrétaire général a, le 27 mai 1988, adressé une note verbale accompagnée d'un exemplaire du rapport récapitulatif à l'Assemblée à sa quarante-deuxième session (E/CN.4/1987/37) et aux gouvernements, qu'il a invités à lui transmettre tout renseignement pertinent que ceux-ci souhaiteraient lui faire connaître, en mettant tout particulièrement l'accent sur le fonctionnement des différents types d'institutions nationales ayant pour vocation d'assurer l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme.
4. A la date du 30 novembre 1988, des réponses avaient été reçues de l'Allemagne, République fédérale d', du Canada, de la Finlande, de la République dominicaine et de la RSS de Biélorussie. On trouvera ces réponses, de même qu'une liste des institutions nationales existantes et une bibliographie des documents pertinents, dans le rapport mis à jour. Comme on peut le voir dans les réponses que le Secrétaire général a reçues, les institutions nationales qui existent dans les Etats qui ont répondu sont dans l'ensemble de même nature que celles qui étaient passées en revue dans le précédent rapport, ce qui semble confirmer la validité de la démarche suivie dans ce rapport.

5. Comme indiqué dans les rapports précédents, presque toutes les institutions nationales concourent tant à la protection qu'à la promotion des droits de l'homme. Dans le rapport, l'expression "droits de l'homme" s'applique à tous les droits reconnus dans la Déclaration universelle, les Pactes et les autres instruments des Nations Unies en matière des droits de l'homme. Aux fins du rapport, le terme "institution" s'entend des organes, autorités et organismes dont l'une des fonctions principales est de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

6. Bien que la distinction entre la "promotion" et la "protection" des droits de l'homme puisse, dans certains cas, être pratique pour la clarté de l'analyse, elle semble quelque peu artificielle eu égard au fait que la plupart des institutions poursuivent en fait un double objectif : la promotion et la protection. Le rapport a été établi en partant de l'idée que toutes les institutions compétentes, qu'elles s'occupent de la "promotion" ou de la "protection" des droits de l'homme, qu'elles soient publiques ou privées, contribuent à la pleine réalisation de ces droits, et que leurs activités sont étroitement interdépendantes.

7. Comme l'Assemblée générale l'avait demandé dans ses résolutions, il a été pleinement tenu compte des systèmes juridiques et sociaux différents. Tout a été fait pour prendre tous les systèmes existants en considération et pour donner à l'étude une structure aussi équilibrée que possible.

I. ORGANES LEGISLATIFS ET ORGANES CREES POUR EXAMINER
LA CONSTITUTIONNALITE DES LOIS

A. Organes législatifs

8. Dans la plupart des pays, les bases de la protection des droits de la personne humaine au niveau national sont établies dans la constitution et élargies par les organes consultatifs. C'est en effet à ces organes qu'il appartient d'adopter des lois et règlements visant à mettre en application les principes formulés dans la constitution. Les pays qui n'ont pas de constitution écrite s'en remettent généralement au parlement ou à l'organe législatif qui en est l'équivalent pour assurer la protection des droits de l'homme.

9. Le parlement a, bien entendu, pour fonction essentielle de légiférer. En raison de l'importance qui s'attache à l'élaboration des lois, de nombreux parlements ont créé des commissions spéciales qui ont pour mandat d'examiner tous les projets et propositions de loi et de préparer le travail législatif.

10. Pour renforcer encore le rôle que le parlement joue dans la protection des droits civils et individuels, de nombreux pays ont établi dans le cadre parlementaire des organes destinés à lui permettre d'être mieux informé d'une éventuelle corruption au sein du gouvernement et d'être mieux à même de répondre aux allégations des électeurs dont les droits pourraient avoir été violés par des actes illégaux ou inconstitutionnels ou par les pouvoirs publics. Ces organes se divisent en quatre grandes catégories : les commissions qui visent à protéger les citoyens contre les atteintes apportées à leurs droits par le pouvoir exécutif; les commissions chargées d'examiner les projets et propositions de loi et de préparer le travail législatif; les commissions qui peuvent recevoir les pétitions de citoyens demandant qu'il soit procédé à une enquête parlementaire sur une question d'intérêt public ou privé; et les commissions d'enquête ou d'investigation.

11. Les commissions créées pour protéger les droits des citoyens contre les atteintes du pouvoir exécutif peuvent être, soit des commissions permanentes, soit des commissions spéciales. Les premières sont des commissions parlementaires qui procèdent tout au long de l'année à des enquêtes continues sur des questions déterminées. Les secondes sont créées pour recueillir des éléments d'information sur une situation ou une allégation déterminée qui met en jeu l'intérêt public. Tant les commissions permanentes que les commissions spéciales peuvent enquêter sur les faits allégués et rendre compte des résultats de leurs investigations au parlement, en demandant que les mesures voulues soient prises. Elles ont pour mission d'exercer un contrôle sur le pouvoir exécutif pour l'empêcher d'agir de façon arbitraire ou répressive, d'influencer la politique du gouvernement et d'assurer la liaison entre celui-ci et le public.

12. Le pouvoir parlementaire de contrôle des fonctions et activités de l'exécutif peut s'exercer notamment par l'institution d'enquêtes sur les services administratifs. En Pologne, par exemple, en vertu de la Constitution, le Parlement peut autoriser la Chambre suprême à enquêter sur les fonctionnaires ou les organismes d'Etat qu'il soupçonne de s'être rendus coupables d'une violation de la loi. En Finlande, le Parlement, dans l'exercice de son pouvoir législatif, joue un rôle essentiel dans la

protection et la promotion des droits fondamentaux. Il en va de même de la Commission parlementaire du droit constitutionnel, qui, en sa qualité d'organe préparatoire, s'occupe des questions intéressant la promulgation ou l'abrogation des dispositions de la Constitution ou les objections à celle-ci, et fait, à la demande des autres commissions, des observations sur des questions ayant trait à la Constitution.

13. La création de commissions permanentes ou spéciales d'enquête par les organes législatifs de nombreux pays est une pratique de plus en plus courante. Ces commissions ont avant tout pour mission d'enquêter sur les questions d'intérêt public pouvant mettre en jeu une action arbitraire ou des violations de la loi. Aux Etats-Unis, les deux Chambres du Congrès créent souvent des commissions permanentes ou spéciales chargées d'enquêter sur une vaste gamme de questions d'intérêt public. En 1974, une de ces commissions, le US Senate Select Committee, a tenu des auditions qui ont amené la démission du Président des Etats-Unis. Les commissions de cette nature sont généralement composées uniquement de membres de l'organe législatif qui les a instituées, et bénéficient du concours de juristes et d'enquêteurs indépendants. Elles ne sont investies d'aucun pouvoir répressif ou judiciaire, mais peuvent entendre des témoins sous serment et recueillir des dépositions.

14. De nombreux pays dans le monde reconnaissent à leurs citoyens le droit d'adresser des pétitions au Parlement ou aux autres organes législatifs en vue d'obtenir réparation des torts qu'ils ont subis. Au Royaume-Uni, par exemple, le Comité des pétitions, nommé par la Chambre des Communes, peut être saisi par les citoyens. De même, en Inde, la Chambre basse a créé en 1952 un Comité des pétitions chargé d'enquêter sur les doléances formulées contre le gouvernement.

15. Pour faire droit aux doléances des citoyens qui estiment que les renseignements qui ont été consignés à leur sujet dans le système de données informatisées de l'Etat sont inexacts ou incomplets, ou ne sont pas censés y figurer, la Nouvelle-Zélande a adopté en 1976 une loi, intitulée Wanganui Computer Act, qui prévoit la nomination d'un Commissaire chargé de veiller au respect de la vie privée par le Centre de traitement de l'information de Wanganui. Le Commissaire, qui n'est pas considéré comme un fonctionnaire et qui ne relève que du Parlement, peut, si après enquête cette mesure lui paraît justifiée, donner au service en cause l'ordre de faire les suppressions ou d'apporter les modifications qu'il juge nécessaires. Le service en question est tenu de se conformer à ces instructions.

16. En Espagne, la Commission permanente des pétitions, qui exerce ses fonctions dans le cadre du Congrès des députés (Chambre basse des Cortes) doit examiner toutes les pétitions individuelles ou collectives reçues par le Congrès. Elle peut renvoyer ces pétitions au Président de la Chambre, à la Commission du Congrès la plus indiquée pour s'occuper de la question, au Sénat, au gouvernement, aux tribunaux ou aux services du Procureur général. Enfin, en URSS, les présidiums des Soviets suprêmes sont habilités à recevoir et examiner les pétitions des citoyens.

B. Organes établis pour examiner la constitutionnalité des lois 1/

17. Dans de nombreux pays, des organes ont été établis pour veiller à ce que les lois adoptées par le Parlement ne violent pas les normes et principes constitutionnels.

18. Par exemple, un amendement apporté en 1983 à la Constitution hongroise tendait à ce que l'Assemblée nationale élise un Conseil constitutionnel chargé de contrôler la constitutionnalité des règles et des instructions ou directives juridiques. Le Conseil constitutionnel est habilité à suspendre l'application de toute disposition légale (à l'exception des textes législatifs adoptés par l'Assemblée nationale et par le Conseil présidentiel) et des directives et décisions de la Cour suprême. Le Conseil constitutionnel participe également à l'interprétation des dispositions de la Constitution.

19. Des conseils constitutionnels, chargés eux aussi de statuer sur la constitutionnalité des textes législatifs, peuvent, dans certains pays, fonctionner en tant qu'organes indépendants du pouvoir parlementaire. Par exemple, en France, le Conseil constitutionnel n'est ni un organe législatif ni un organe judiciaire. Toutefois, en application de l'article 61 de la Constitution du 4 octobre 1958, il est habilité à examiner la constitutionnalité des textes qui lui sont déférés, avant leur promulgation. Le Conseil peut être saisi par le Président de la République, le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat ou 60 députés ou sénateurs.

20. Dans d'autres pays, tels que la Finlande, les tribunaux ne sont pas habilités à vérifier la constitutionnalité des lois après leur promulgation, et il n'existe aucun autre organe habilité à examiner la constitutionnalité des lois adoptées par le Parlement. La Commission parlementaire du droit constitutionnel exerce un contrôle préalable, et le Président de la République peut lui aussi soulever la question de la constitutionnalité avant leur promulgation. Si le Président estime qu'une loi a été adoptée selon la procédure prévue pour les lois ordinaires et non pas, comme cela aurait dû être le cas, selon la procédure prévue pour les lois constitutionnelles, il peut - cela s'est déjà produit - refuser de l'entériner.

II. ORGANES JUDICIAIRES

A. Juridictions de droit commun 2/

21. L'appareil judiciaire joue un rôle déterminant dans la mise en oeuvre et la sauvegarde des droits de l'homme au niveau national. Les tribunaux, et en particulier les tribunaux de droit commun, sont dotés d'importants pouvoirs qui leur permettent d'assurer le respect des droits de l'homme et, en particulier, de s'acquitter de leur rôle capital, qui est de veiller à ce que la cause des personnes accusées de crimes ou d'autres actes illicites soit entendue équitablement, publiquement et avec impartialité.

22. La salle d'audience peut offrir à l'accusé l'occasion d'entendre pour la première fois tous les griefs qui lui sont reprochés. Ces renseignements lui sont de toute évidence indispensables pour préparer sa défense avec efficacité. De plus, c'est le tribunal qui donne à l'accusé la possibilité d'assurer lui-même sa défense s'il le veut, et de confronter les témoins qui pourraient déposer contre lui. Ces dispositions sont essentielles pour assurer la protection des droits de l'accusé, surtout en matière pénale, où l'accusation a l'immense avantage de bénéficier du concours de tous les organes de l'Etat, y compris la police, pendant les poursuites.

23. C'est également devant les tribunaux de droit commun que les particuliers peuvent contester les actes du pouvoir législatif ou exécutif, ainsi que les mesures prises par les pouvoirs publics qui risqueraient d'être illégales. Un tel recours est important, car il contribue à rendre les autorités publiques légalement responsables de leurs actes.

24. En cas de privation de liberté, une des conditions sine qua non d'une bonne administration de la justice est l'existence de recours efficaces. Ceux-ci sont généralement prévus dans tous les systèmes juridiques. Il convient de mentionner en particulier les procédures de l'habeas corpus et de l'amparo (application des droits constitutionnels), procédure que l'on trouve dans les pays d'Amérique latine.

25. Dans de nombreux pays, la constitution ou la loi prévoit que des recours spéciaux, tels que l'habeas corpus ou l'amparo, peuvent être formés pour obtenir réparation d'une violation des droits fondamentaux 3/. L'habeas corpus et l'amparo sont des procédures qui ont avant tout pour objet de permettre à une personne victime d'une mesure de détention ou de privation de liberté qui n'a pas été prise pour les raisons ou dans les formes prescrites par la loi, que ce soit en matière civile ou pénale, d'obtenir rapidement réparation.

26. Bien que les règles sur l'accès aux procédures d'habeas corpus et d'amparo puissent varier selon les pays, elles ont en commun la rapidité et la simplicité de ces recours. En règle générale, la personne détenue saisit le juge ou l'organe compétent d'une requête faisant état d'une détention illégale. Le tribunal ordonne alors à l'agent de l'Etat responsable de comparaître et d'indiquer les raisons de la détention. L'agent de l'Etat doit en même temps déférer la personne détenue devant le tribunal. Si le juge décide que l'intéressé a bien été placé en détention de manière illégale, il doit ordonner sa mise en liberté immédiate.

27. Par exemple, selon la Constitution du Venezuela, toute personne qui fait l'objet d'une mesure privative ou restrictive de liberté en violation des garanties constitutionnelles a le droit de demander au juge compétent de délivrer une ordonnance d'amparo. Le juge ordonne immédiatement à l'agent de l'Etat sous la garde duquel la personne lésée se trouve placée de se présenter dans les 24 heures, et il entreprend une enquête sommaire. Si le juge décide que les formalités auxquelles est soumise la mesure privative ou restrictive de liberté n'ont pas été accomplies, il doit ordonner la remise en liberté immédiate de la personne lésée ou la levée de la restriction dont elle fait l'objet dans les 96 heures suivant le moment où la requête a été présentée. De plus, les décisions récentes de la Cour suprême de justice du Venezuela ont élargi le champ d'application du recours d'amparo à la violation de tout droit fondamental.

28. Enfin, dans de nombreux pays, les recours en habeas corpus ou en amparo peuvent être formés directement devant la Cour suprême, la Haute Cour ou la Cour constitutionnelle, sans qu'il soit nécessaire d'avoir épuisé les autres recours prévus par la loi. C'est le cas en El Salvador, en Espagne et en Inde.

B. Cours constitutionnelles 4/

29. Le contrôle judiciaire de la validité constitutionnelle des lois et des mesures administratives est l'un des principaux moyens de renforcer la protection des droits de l'homme. Un certain nombre de pays ont établi à cette fin des instances, souvent dénommées cour ou tribunal constitutionnel, qui ont exclusivement pour mandat de se prononcer sur la constitutionnalité des lois 5/. Le tribunal constitutionnel espagnol, par exemple, peut déclarer nulle une loi qui viole les droits garantis par la Constitution. De même, en Equateur, la Cour des garanties constitutionnelles, créée en 1945, et rétablie en 1978 après une période de suspension, veille à assurer le respect des droits de l'homme garantis par la Constitution. Elle est composée de trois juges élus par la législature nationale, le Président de la Cour suprême de justice, le Procureur général, le Président de la Cour suprême électorale, un représentant du Président de la République, un représentant des travailleurs, un représentant des organisations industrielles et deux représentants des citoyens.

30. Si de nombreux pays ont créé des cours constitutionnelles distinctes, beaucoup d'autres ont conféré le pouvoir de statuer sur la constitutionnalité des lois à leur Cour suprême ou à leur Haute Cour. A Singapour, par exemple, indépendamment de sa compétence ordinaire en matière de règlement des différends, la Haute Cour est également habilitée à connaître de tous les différends d'ordre constitutionnel et à statuer à leur sujet. En application du paragraphe 2 de l'article 42 de la Constitution du Nigéria, la Haute Cour de ce pays a compétence spéciale pour juger les cas de violations présumées des droits de l'homme garantis par la Constitution. De même, la Cour suprême du Canada a compétence en dernier ressort pour assurer la conformité des lois et des mesures administratives fédérales et provinciales avec la Charte canadienne des droits et libertés, consacrée dans la Constitution. La Cour suprême des Etats-Unis connaît des recours formés contre les décisions rendues par les tribunaux des Etats dans les affaires mettant en jeu des questions d'interprétation constitutionnelle, en sus de sa compétence pour statuer en appel sur les décisions rendues par les tribunaux fédéraux. Elle peut déclarer

inconstitutionnel tout acte de l'exécutif, tout acte du Congrès ou toute loi d'Etat si le texte incriminé dénie ou restreint les libertés publiques garanties au peuple.

31. Bien que les fonctions de la plupart des cours chargées de contrôler la constitutionnalité des lois soient très semblables, le droit d'accéder directement à ces instances varie beaucoup selon les pays. La plupart d'entre eux limitent strictement l'accès aux particuliers. Ainsi, en Espagne, le Tribunal constitutionnel doit être saisi par le Président, le Défenseur du peuple, 50 députés, 50 sénateurs, les organes collégiaux exécutifs des communautés autonomes ou leurs assemblées législatives. Toutefois, un juge ou un tribunal peut, soit d'office, soit à la demande d'une partie, saisir le tribunal d'une question concernant la constitutionnalité d'une loi applicable à l'espèce.

32. Certaines instances, comme la Cour suprême de Papouasie-Nouvelle-Guinée, statuent néanmoins sur les questions de droit constitutionnel soulevées par d'autres cours, organisations ou organes gouvernementaux, ainsi que par les particuliers. De même, la Cour des garanties constitutionnelles de l'Equateur peut être saisie de plaintes émanant de particuliers ou de toute entité et concernant des violations présumées des droits de l'homme. Le Tribunal constitutionnel fédéral de la République fédérale d'Allemagne peut être saisi par tout particulier qui estime que ses droits garantis par la Loi fondamentale ont été violés. A Sri Lanka, toute personne a le droit constitutionnel de s'adresser à la Cour suprême en cas de violation présumée ou imminente, par décision gouvernementale ou administrative, d'un droit fondamental reconnu par la Constitution. De même, la Constitution de l'Inde donne à toute personne le droit de contester devant la Cour suprême les mesures adoptées par l'Etat qui portent atteinte ou menacent de porter atteinte à ses droits civils ou politiques. Dans certains pays d'Amérique latine, comme El Salvador, le Panama et le Venezuela, l'acción popular de inconstitucionalidad permet à tout citoyen, même s'il n'est pas directement en cause, de demander à la Cour suprême de déclarer une loi inconstitutionnelle si elle viole les droits garantis par la Constitution. Par exemple, l'article 112 de la loi organique du Venezuela, relatif à la Cour suprême de justice, dispose que toute personne dont les droits ou les intérêts sont lésés par une loi, un règlement, une ordonnance ou tout autre acte adopté par les organes délibérants nationaux au niveau de l'Etat ou de la commune ou par le pouvoir exécutif national, peut demander à la Cour suprême de déclarer cet acte nul pour cause d'inconstitutionnalité ou d'illégalité. En Inde, les plaignants peuvent saisir la Cour suprême, même en premier ressort, pour contester la constitutionnalité des mesures portant atteinte à leurs droits civils et politiques.

33. En République fédérale d'Allemagne, les plaignants sont tenus d'avoir épuisé tous les recours disponibles au niveau des Etats et au niveau local avant de demander à la Cour suprême ou au Tribunal constitutionnel de se prononcer sur la constitutionnalité d'une loi ou d'une décision.

C. Cours et tribunaux spéciaux 6/

34. La plupart des systèmes juridiques ont de plus en plus tendance à prévoir l'institution d'organes judiciaires spécialisés, dont la compétence est limitée et qui fonctionnent indépendamment des tribunaux de droit commun.

Ces juridictions spécialisées sont créées pour des raisons diverses. Dans certains cas, elles sont établies pour connaître de questions revêtant un caractère délicat sur le plan social ou politique. En outre, il est parfois nécessaire de posséder des connaissances techniques assez poussées pour pouvoir statuer de manière équitable sur certaines questions et certains problèmes juridiques. La création de ces juridictions contribue incontestablement à alléger le fardeau des tribunaux de droit commun, dont le rôle est souvent trop encombré pour qu'ils puissent rendre leurs décisions aussi rapidement que cela est souhaitable pour les parties lésées. Dans de nombreux pays, les tribunaux spécialisés sont intégrés dans l'appareil judiciaire pour s'occuper de certaines catégories d'affaires. Les tribunaux du travail et les tribunaux pour mineurs en sont des exemples.

1. Tribunaux du travail 7/

35. Ces dernières années, un grand nombre de pays ont commencé à créer des tribunaux chargés de régler, concilier ou arbitrer les litiges nés des relations entre employeurs, salariés et syndicats. Par exemple, la Constitution de la Yougoslavie prévoit la création de "tribunaux d'autogestion", habilités à concilier et arbitrer les conflits du travail. Ces tribunaux d'autogestion sont composés de juges permanents et de travailleurs de la main-d'oeuvre syndiquée, d'organes d'Etat et d'autres organisations et communautés autogérées. En Norvège, des tribunaux spéciaux, les Arbeidsretten, ont été institués pour juger les conflits du travail. Leurs décisions ne sont pas susceptibles d'appel devant les tribunaux ordinaires. Des tribunaux du travail ont également été établis dans de nombreux autres pays, dont la Barbade, la Finlande, le Kenya, l'Inde, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République fédérale d'Allemagne et la Thaïlande.

36. Dans certains pays, les organes chargés du règlement des différends dans le domaine du travail ne sont pas toujours considérés comme des organes judiciaires à part entière. Ils règlent ces différends dans le cadre de procédures quasi judiciaires. Ainsi, le Conseil canadien des relations du travail a principalement compétence en matière législative et réglementaire. Toutefois, il peut connaître des recours formés contre les décisions prises en matière de sécurité dans les cas d'allégations de conditions de travail non sécuritaires. Le Conseil statue également sur les plaintes formulées par les travailleurs qui prétendent avoir fait l'objet d'une discrimination ou avoir été pénalisés pour avoir exercé leurs droits en matière de sécurité. Une partie importante des activités du Conseil consiste à s'occuper des demandes d'accréditation des syndicats comme agents de négociation pour des groupes de travailleurs. Le Conseil canadien des relations du travail a compétence uniquement dans les affaires impliquant des sociétés et organismes relevant de la juridiction fédérale. Les commissions provinciales des relations du travail réglementent les relations du travail dans les domaines de compétence provinciale. Le code du travail de certains pays - France et Tunisie, par exemple - prévoit l'établissement de conseils de prud'hommes ayant compétence pour régler les différends entre employeurs et salariés.

2. Tribunaux de mineurs et tribunaux pour enfants 8/

37. La création des tribunaux de mineurs et des tribunaux pour enfants est liée au principe que les enfants et les jeunes ont besoin que la société leur accorde une attention particulière et les traite différemment des adultes. La définition des termes "nourrissons", "enfants", "mineurs", "jeunes" et "adolescents" varie d'un pays à l'autre. Des distinctions sont également faites suivant le type d'affaire en cause. Par exemple, un mineur dans une affaire pénale peut ne pas être considéré comme tel dans une affaire civile. Les tribunaux de mineurs et les tribunaux pour enfants jouissent généralement d'un large pouvoir discrétionnaire pour le règlement des affaires dont ils sont saisis : ils peuvent, soit infliger à l'inculpé une peine, souvent avec sursis, soit ordonner son placement dans un établissement de redressement, soit simplement lui adresser un avertissement ou l'admonester.

38. En Australie, les tribunaux pour enfants sont compétents pour connaître de toutes les plaintes portées contre les enfants concernant des infractions jugées en procédure sommaire, ainsi que des accusations concernant les infractions autres que l'homicide ou les actes délictueux passibles des travaux forcés à perpétuité. En El Salvador, les tribunaux de mineurs ont compétence exclusive pour juger les infractions considérées comme des crimes ou des délits de droit commun et imputées à des mineurs de 18 ans, pour enquêter sur la situation des mineurs de 18 ans qui sont en état d'abandon physique ou moral ou en danger, et pour adopter des mesures visant à assurer la protection, le traitement, le placement, la surveillance et l'éducation des mineurs.

39. En Tunisie, les mineurs de 13 ans à 18 ans accusés d'une infraction qualifiée crime ou délit sont traduits devant le juge des enfants ou la Cour criminelle des mineurs. Le juge de l'espèce est tenu d'ordonner les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent nécessaires. Lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant paraissent le justifier, le tribunal peut prononcer une condamnation pénale contre un mineur de plus de 13 ans. En pareil cas, la peine est purgée dans un établissement spécial.

40. Dans certains Etats, les tribunaux pour enfants sont composés, non seulement de juges professionnels, mais aussi de spécialistes dont les qualifications permettent de faire bénéficier ces instances de connaissances sociologiques ou psychologiques particulières. Ainsi, en Italie, le Tribunal spécial pour mineurs, qui juge les mineurs de 18 ans, est composé d'un magistrat de la Cour d'appel et de deux citoyens (un homme et une femme) âgés de plus de 30 ans, spécialisés en biologie, psychiatrie, anthropologie criminelle ou psychologie.

41. De nombreux tribunaux de mineurs et pour enfants veillent à assurer le respect de la vie privée des mineurs au cours de la procédure. A la Barbade, par exemple, le Juvenile Offenders Act dispose que les tribunaux pour enfants peuvent se réunir en d'autres lieux et à d'autres moments que les tribunaux ordinaires. La loi interdit également la publication des informations de nature à révéler l'identité du mineur délinquant. De même, en France, les débats du tribunal pour enfants et de la Cour d'assise des mineurs se déroulent toujours à huis clos, les parents proches pouvant seuls y assister. Toutefois les décisions sont rendues en audience publique.

42. Enfin il importe de noter que certains Etats ne jugent pas les délinquants mineurs devant un tribunal constitué comme tel. A Chypre, par exemple, les affaires mettant en cause des délinquants mineurs ne sont pas portées devant le tribunal, sauf en cas de crime très grave. Au lieu de cela, dans la plupart des cas, les délinquants mineurs sont surveillés par des travailleurs sociaux dans leur propre environnement.

3. Autres tribunaux spécialisés

43. Outre les tribunaux de mineurs et les tribunaux du travail, de nombreux pays signalent l'existence d'une vaste gamme d'organes quasi judiciaires chargés de régler les différends concernant diverses catégories de droits. Par exemple, la Nouvelle-Zélande signale l'existence d'un tribunal, le Maori Land Court, qui a été créé pour statuer sur les réclamations de sa population autochtone en matière foncière. Dans le même pays, un tribunal chargé de la révision des mesures d'expulsion a été créé en 1978 pour examiner les arrêtés administratifs ordonnant l'expulsion d'étrangers. Un tribunal spécial de l'assurance sociale, ou Trygderetten, dont les décisions peuvent être portées devant les tribunaux ordinaires, a été créé en Norvège. Il existe aussi en Finlande un tribunal des assurances qui est chargé de statuer sur les recours portant sur certaines questions de sécurité sociale, notamment sur les requêtes concernant le système national de pensions, les assurances-accident et les indemnités pour blessures subies dans les forces armées.

D. Cours et tribunaux administratifs 9/

44. La protection des droits de l'homme peut se faire, soit dans le cadre d'un système judiciaire unique, soit dans celui d'un double système : tribunaux civils (compétents pour s'occuper des différends en matière civile et des affaires pénales) et tribunaux administratifs (compétents pour connaître des plaintes portées contre des actes administratifs). Ce système de dualité de juridictions est appliqué en France, où la Cour de cassation, au sommet de la hiérarchie judiciaire, s'occupe des affaires pénales et civiles, tandis que le Conseil d'Etat est l'autorité judiciaire qui exerce en dernier ressort un contrôle sur les actes de l'administration en statuant en appel sur les décisions des tribunaux administratifs. Le Conseil d'Etat peut déclarer nuls les actes administratifs qui sont contraires à la loi, ainsi que les actes de l'Etat ou des autorités locales qui constituent un excès de pouvoir. En outre, le Conseil d'Etat peut déclarer certaines mesures nulles, s'il constate qu'elles ont été prises à des fins autres que celles prévues par la loi. Les moyens dont dispose le Conseil d'Etat sont l'annulation des actes contestés et l'octroi d'une indemnité à la victime, qui est versée par l'administration.

45. Il existe des tribunaux administratifs du même genre dans d'autres pays, notamment en Allemagne (République fédérale d'), en Belgique, en Finlande, en Grèce et en Tunisie. Par exemple, le Tribunal administratif tunisien, qui a été créé en 1972, peut connaître en appel des recours en indemnisation contre les décisions des tribunaux civils et des recours en annulation pour excès de pouvoirs formés contre les actes des autorités administratives, des collectivités publiques, locales ou des établissements publics à caractère administratif. En République fédérale d'Allemagne, tout acte administratif

considéré par l'intéressé comme violant ses droits fondamentaux (ou comme étant illégal pour d'autres raisons) peut, à la demande de l'intéressé, faire l'objet d'un recours devant les tribunaux administratifs ou, selon la nature de l'acte administratif contesté, devant les tribunaux des affaires sociales (en particulier pour les questions d'assurances sociales) ou les tribunaux financiers (pour les questions fiscales).

E. Autres organes établis dans le cadre du système judiciaire

46. Plusieurs pays ont créé, dans le cadre du système judiciaire, des organes qui concourent à l'administration de la justice en fournissant une protection adéquate des droits de l'individu. En Finlande, le Chancelier du Conseil d'Etat est, avec l'ombudsman parlementaire (voir section IV), responsable en dernier ressort de l'administration de la justice. Son importance pour la protection et la promotion des droits de l'homme est mise en évidence par le fait qu'il est habilité à statuer sur les plaintes que lui présentent les citoyens et qu'il est, en matière de poursuites, l'autorité suprême et exerce, à ce titre, un contrôle sur les procureurs publics, qui sont tenus d'obéir à ses ordres. Alors que l'ombudsman se borne à vérifier la légalité des activités des juges et des institutions, le Chancelier est investi de pleins pouvoirs dans les affaires concernant des plaintes. Il est nommé à cette charge par le Président de la République. Il soumet tous les ans à ce dernier et au Parlement un rapport dans lequel il fait part notamment de ses observations sur l'application des lois. S'il estime que d'une manière ou de l'autre l'administration de la justice appelle des commentaires, ou qu'une nouvelle loi est nécessaire, il peut également faire des propositions ou exprimer son avis sur ces questions.

1. Le "Ministerio Publico" 10/

47. Un de ces organes est le Ministerio Publico. Cette institution, qui existe dans plusieurs pays d'Amérique latine, a des attributions très variées visant à assurer la surveillance d'ensemble de l'administration de la justice. A chaque type de cour ou de tribunal existant dans le pays correspond généralement un représentant du Ministerio Publico. Les représentants du Ministerio Publico peuvent agir de leur propre chef ou à la suite des plaintes par lesquelles un particulier ou un groupe de personnes demandent leur intervention. Dans certains pays, ils sont élus par le Parlement. Dans d'autres pays, ils sont nommés par le Président parmi les candidats figurant sur une liste présentée par le Conseil d'Etat. Telle est la procédure suivie au Guatemala.

48. La compétence du Ministerio Publico s'étend aux activités de tous les tribunaux judiciaires et administratifs. Le Ministerio Publico ne peut modifier le droit ou casser une décision administrative ou judiciaire, mais ses représentants peuvent agir au civil et au pénal, réclamer une action disciplinaire contre certains fonctionnaires ou les poursuivre devant les tribunaux compétents, et être parties à des procès. En Colombie, par exemple, les attributions et les obligations du Ministerio Publico sont très variées. En général, il peut recevoir les plaintes pour violation des droits de l'homme émanant des particuliers, enquêter sur ces plaintes et prendre les mesures appropriées à leur sujet, surveiller le comportement officiel des fonctionnaires et agents publics (particulièrement ceux du corps judiciaire),

veiller à ce que les autorités compétentes enquêtent sur les actes des fonctionnaires ou agents publics qui pourraient constituer une infraction, et représenter les intérêts de la nation devant les tribunaux, soit en personne, soit par l'intermédiaire de ses représentants. Au Venezuela, le Ministerio Publico est une institution indépendante essentiellement chargée de surveiller les actes des fonctionnaires publics. Conformément à la loi organique du Venezuela, le Ministerio Publico est chargé, en particulier, de s'assurer que les tribunaux de la République appliquent correctement et uniformément la loi en matière pénale, d'enquêter sur les cas de détention arbitraire et de prendre des mesures en vue de mettre fin à cette détention illégale, de défendre l'indépendance et l'autonomie des magistrats dans l'exercice de leurs fonctions, de veiller à ce que les membres du personnel des établissements pénitentiaires respectent les droits de l'homme des détenus.

2. Le Procureur 11/

49. Le Bureau du Procureur, dirigé par le Procureur général, est une institution que l'on trouve essentiellement en Union soviétique et dans les autres pays d'Europe de l'Est. (Elle existe également, avec des variantes mineures quant aux compétences et aux fonctions de ses agents, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Yougoslavie.) En outre, une institution semblable a été créée en République populaire démocratique de Corée en 1974.

50. Le Bureau du Procureur a été établi dans le but de protéger les droits constitutionnellement garantis et les intérêts légalement protégés des citoyens de l'URSS, ainsi que les droits et les intérêts légalement protégés des institutions d'Etat. Pour donner au Bureau du Procureur les moyens de s'acquitter de ces très vastes responsabilités, l'Etat octroie au Procureur des pouvoirs et une compétence étendus. C'est ainsi qu'il a le droit d'exiger la production de documents et de renseignements, et que tous les organes et fonctionnaires d'Etat doivent, sur sa demande, fournir les renseignements nécessaires à ses services.

51. A la différence de l'ombudsman scandinave, avec lequel le Bureau du Procureur est souvent comparé, le Procureur général est habilité à contrôler la légalité et la validité des verdicts, arrêts, jugements et ordonnances des organes judiciaires en matière civile et pénale. En vertu de ce pouvoir, le Procureur peut interjeter appel devant une juridiction supérieure si, à son avis, une condamnation pénale ou une décision civile sont illégales et injustifiées. Il ne peut pas, toutefois, contester une décision d'acquiescement : celle-ci est irréversible un an après la date à laquelle elle a été rendue.

52. Le Procureur est en outre chargé de surveiller les organes administratifs. A cette fin, son Bureau peut agir de sa propre initiative ou à la suite de plaintes reçues de citoyens lésés. Une importance considérable est attachée à ces plaintes. L'un des devoirs les plus importants du Procureur est de veiller à ce que la loi soit respectée lors de l'examen de celles-ci. La loi régissant cette question impose à tous les organes administratifs saisis d'une plainte l'obligation de procéder à une enquête détaillée,

d'informer le plaignant oralement et par écrit de la décision prise, et de motiver les décisions négatives. En outre, l'administration doit tenter de tirer des conclusions générales des plaintes reçues en vue d'éliminer les causes de violation. Des peines sont infligées en cas de violation de la procédure à suivre en cas de plainte, de manque de coopération de la part des services administratifs ou de harcèlement du plaignant.

53. En règle générale, le Bureau du Procureur est également chargé de la prévention du crime et de la poursuite des délinquants. Dans le cadre de ses pouvoirs de poursuite, il est tenu de veiller à ce que les organes d'enquête et d'instruction préliminaire respectent strictement les procédures d'enquête criminelle établies par la loi. Le Procureur est également habilité à enquêter sur la légalité de la détention administrative. Il est tenu par ailleurs de veiller à ce que nulle personne ne soit arrêtée sans mandat délivré par un tribunal ou sans l'approbation de ses services. Il a en outre le devoir de faire libérer immédiatement toute personne privée illégalement de sa liberté ou détenue pendant un délai plus long que celui prévu par la loi ou par une décision judiciaire.

54. Le Procureur de l'URSS est élu par le Soviet suprême pour une durée de sept ans. Seul le Soviet suprême peut le démettre de ses fonctions. C'est le Procureur général qui est chargé de nommer les Procureurs des Républiques de l'Union, des Républiques autonomes, des territoires, des régions et des régions autonomes. Les divers services du Bureau du Procureur sont alors établis en unités administratives, suivant les subdivisions de la République. Bien que le Bureau du Procureur soit pratiquement un organe indépendant, le Procureur général doit présenter un rapport d'activité annuel au Soviet suprême.

3. Services d'aide judiciaire 12/

55. L'une des institutions les plus importantes pour la sauvegarde des droits de la personne humaine dans le domaine judiciaire est le système d'aide judiciaire prévu dans la plupart des pays en faveur des personnes qui, pour des raisons d'ordre financier ou autres, ne peuvent se défendre convenablement dans une action en justice. De manière générale, cette aide peut être accordée pour les raisons suivantes : a) lorsque le prévenu ne dispose pas des ressources financières voulues pour retenir les services d'un conseil; b) lorsque le prévenu est mentalement ou physiquement incapable de présenter sa propre défense devant le tribunal; c) lorsque les dispositions législatives applicables en l'espèce sont si complexes qu'il faut des connaissances juridiques spécialisées pour présenter une défense efficace. De nombreux pays ont inclus dans leur constitution ou leur législation des dispositions rendant l'aide judiciaire obligatoire dans certains types d'affaires pénales. Par exemple, l'aide judiciaire est jugée indispensable dans l'intérêt de la justice dans les cas où : a) le défendeur est accusé d'un crime passible de la peine capitale; b) le prévenu est une personne mineure, sourde ou muette, ou frappée d'une incapacité mentale; c) le prévenu ne parle pas bien la langue utilisée à l'audience. Dans certains pays, le prévenu peut renoncer au bénéfice de ces dispositions.

56. Pour illustrer ce qui précède, on peut mentionner les exemples suivants. A la Barbade, les Community Legal Services n'accordent une aide judiciaire gratuite qu'aux personnes accusées d'infractions majeures, comme l'assassinat, l'homicide volontaire et le viol, et qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour retenir les services d'un défenseur. De même, le Nigerian Legal Aid Council limite l'octroi d'une aide judiciaire gratuite aux personnes poursuivies au pénal qui ne disposent pas de ressources suffisantes. En Norvège, l'aide judiciaire est accordée à tous ceux qui la demandent en matière pénale. En matière civile, ils doivent prouver qu'ils ne disposent pas de ressources suffisantes. Ces dispositions s'appliquent à toutes les demandes d'avis juridiques gratuits, même en l'absence de poursuites judiciaires. Lorsqu'un prévenu ne bénéficie pas des services d'un conseil, les tribunaux de la République fédérale d'Allemagne en désignent un, surtout dans les cas où l'intéressé est accusé d'une infraction qui est passible d'une peine d'emprisonnement d'un an au moins. Un conseil est également désigné quand son assistance semble nécessaire en raison de la gravité de l'acte ou de la complexité de la situation en fait ou en droit, ou quand il est manifeste que le prévenu ne peut assurer lui-même sa défense. En pareil cas, un prévenu ne disposant pas de ressources suffisantes peut être assisté gratuitement par un avocat commis d'office par le tribunal, sans avoir à apporter la preuve de l'insuffisance de ses ressources. Toutefois, s'il est déclaré coupable, il doit acquitter les frais de justice et les honoraires du conseil commis d'office. Au Maroc, tout prévenu peut, à n'importe quel stade de la procédure, avoir recours à l'assistance d'un conseil. La désignation de ce conseil est obligatoire quand le prévenu est âgé de moins de 16 ans, ou quand il est aveugle ou invalide. En Finlande, il est fourni une aide judiciaire générale entièrement ou partiellement gratuite. Elle peut être octroyée aux personnes qui ne disposent pas de revenus ou d'avoirs suffisants pour se faire assister d'un conseil devant les tribunaux. La loi finlandaise sur l'aide judiciaire publique fait aussi bénéficier de l'aide judiciaire gratuite les étrangers et les apatrides. On trouve sur tout le territoire des Etats-Unis des bureaux du Défenseur public qui sont chargés de fournir une aide judiciaire aux prévenus. Le Défenseur public est nommé par les autorités de l'Etat ou les autorités locales si une personne faisant l'objet de poursuites pénales n'a pas les moyens de s'assurer les services d'un avocat. Selon les cas, le personnel des bureaux du Défenseur public est, soit choisi selon les procédures applicables à la fonction publique, soit nommé par les autorités judiciaires, soit élu. Les services de défense publique sont financés par des fonds publics. Aux Etats-Unis, le droit à l'assistance d'un défenseur a été étendu à tous les cas où le défendeur encourt une peine d'emprisonnement ou ne peut lui-même s'assurer les services d'un avocat. En URSS et en République socialiste soviétique d'Ukraine, des collectifs d'avocats sont chargés de fournir une aide judiciaire aux citoyens et aux organisations. Dans les cas prévus par la loi, les citoyens reçoivent une aide judiciaire gratuite.

57. Enfin, divers pays ont adopté des dispositions prévoyant l'octroi de services d'aide judiciaire spéciaux aux personnes qui ne comprennent pas la langue dans laquelle la procédure est conduite ou à celles qui appartiennent à certains groupes de population. Au Canada, par exemple, le Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones permet de dispenser des conseils aux autochtones dans le cadre du système de justice criminelle.

58. En général, les services d'aide judiciaire gratuite sont fournis par les barreaux, par des sociétés d'aide judiciaire et d'autres organes similaires, avec ou sans l'assistance financière du gouvernement, par des avocats commis d'office par les tribunaux, qui ne sont pas des fonctionnaires, ou par des avocats employés par le gouvernement, dénommés défenseurs publics, qui sont généralement nommés par les autorités de l'Etat ou les autorités locales et sont des avocats salariés à plein temps. Les "cliniques" juridiques communautaires de l'Ontario reçoivent une aide financière du gouvernement, mais sont administrées par des commissions locales.

59. Certains pays exigent que le prévenu demande une aide judiciaire avant que le tribunal ne désigne un avocat pour le défendre. Dans d'autres pays, le tribunal désigne un avocat pour défendre le prévenu, que celui-ci en ait ou non fait la demande. Dans d'autres pays encore, comme le Costa Rica, le tribunal ne désigne un avocat pour défendre le prévenu que si celui-ci n'en a pas choisi un dans un certain délai.

III. ORGANES ADMINISTRATIFS

60. Dans de nombreux pays, les gouvernements ont mis en place des commissions ou des institutions spéciales chargées de veiller à ce que les lois et règlements concernant la protection des droits de l'homme soient effectivement appliqués. Le rôle et les attributions de ces commissions et institutions sont décrits ci-après.

A. Commissions des droits de l'homme 13/

61. Les commissions des droits de l'homme s'occupent principalement de la protection des citoyens contre la discrimination, ainsi que de la protection des droits civils et individuels. Ces commissions et les institutions publiques analogues sont généralement instituées au niveau national pour recevoir les réclamations des particuliers se plaignant de violations des droits de l'homme ou d'actes discriminatoires commis en contravention des lois en vigueur. La plupart d'entre elles sont des organes collégiaux, composés de membres qui, dans la majorité des cas, sont choisis par le pouvoir exécutif. Elles jouissent très souvent d'une indépendance consacrée par la loi, et doivent faire rapport à l'organe législatif sur une base régulière. Dans certains pays, comme le Japon, les commissions des droits de l'homme relèvent du Ministère de la justice. De même, le Ministère des affaires étrangères est responsable du choix des membres de la Commission norvégienne des droits de l'homme. C'est également le cas au Danemark.

62. Les membres de ces commissions sont choisis parmi des personnes ayant des domaines de compétence très divers, mais on donne généralement la préférence à celles qui ont une expérience en matière de droits de l'homme. Par exemple, au Danemark, au nombre des membres de la Commission des droits de l'homme figurent des représentants du Ministère des affaires étrangères, d'autres ministères et de diverses organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme. Dans certains cas, le choix des membres de la commission est soumis à certaines restrictions. Ainsi, aux Etats-Unis, les membres de la Civil Rights Commission sont choisis par le Président, et leur nomination doit être confirmée par le Sénat, étant entendu que pas plus de la moitié d'entre eux ne doivent appartenir au même parti politique. Au Japon, le Ministère de la justice choisit les membres du Bureau des libertés publiques parmi des citoyens provenant de chacune des localités où sont situées les huit subdivisions du Bureau. Au nombre des citoyens choisis comme commissaires figurent des travailleurs sociaux, des enseignants, des hommes de loi, des spécialistes de l'information et des travailleurs manuels employés dans l'agriculture et la sylviculture.

63. En règle générale, les lois qui créent la commission des droits de l'homme en définissent la compétence, dans la mesure où elles codifient la série de comportements constituant une discrimination ou une violation de la loi sur lesquels la commission est habilitée à enquêter. Par exemple, la Commission australienne des droits de l'homme, créée en 1981, est autorisée à recevoir les plaintes faisant état de violations de l'un quelconque des droits définis dans le Racial Discrimination Act et le Human Rights Commission Act et à enquêter à leur sujet. Aux Etats-Unis, la Civil Rights Commission peut recevoir des plaintes faisant état de discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, le sexe ou l'origine nationale, et enquêter à leur sujet. Une gamme de droits encore plus étendue est protégée au Canada, conformément aux lois fédérales, provinciales et territoriales relatives aux

droits de la personne. Par exemple, la loi canadienne sur les droits de la personne habilite la Commission des droits de la personne à enquêter sur les allégations de discrimination fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne grâciée ou l'incapacité. Des motifs additionnels de discrimination sont couverts dans d'autres sphères de compétence, dont l'état d'assisté social (domaine du logement), la condition sociale, l'orientation sexuelle, les convictions politiques ou l'ascendance.

64. Les procédures suivies par les commissions des droits de l'homme pour enquêter et se prononcer sur les plaintes varient d'un pays à l'autre. Toutefois, dans la plupart des pays, la commission n'est pas habilitée à rendre des décisions ayant force obligatoire lorsqu'elle se prononce sur une plainte. Généralement, elle s'efforce d'amener les parties à un règlement à l'amiable. Si les termes du règlement ou les mesures suggérées par la commission ne sont pas appliqués, cette dernière est souvent habilitée à saisir les tribunaux ou le parquet pour qu'ils jugent ou poursuivent l'affaire. La commission peut, comme en Australie, soumettre simplement l'affaire au Procureur général en lui recommandant de lui donner les suites judiciaires qui conviennent.

65. Lorsqu'il n'est pas possible de parvenir à un règlement, la loi prévoit souvent les procédures à suivre. Au Canada par exemple, dans de tels cas, sur recommandation de la commission des droits de la personne compétente, il est constitué une commission d'enquête (dans certaines sphères de compétence, la constitution d'une commission d'enquête est facultative) dont les membres sont entièrement indépendants de la commission des droits de la personne. Si la commission d'enquête décide qu'une violation des droits de l'homme a bien été commise, elle peut décider les mesures à prendre pour remédier à la situation, y compris le paiement de dommages-intérêts. Si l'ordonnance ou la recommandation, selon le cas, de la commission d'enquête n'est pas appliquée par les parties, elle peut être exécutée par les tribunaux ou, dans certaines provinces, par la Commission des droits de la personne elle-même. Dans une province canadienne où il n'existe pas de commission d'enquête, la Commission des droits de la personne peut, avec l'assentiment du plaignant, demander au tribunal de mettre la partie adverse en demeure de s'exécuter, si sa recommandation n'a pas été appliquée.

66. Dans certains pays, la commission des droits de l'homme peut être saisie de plaintes et enquêter à leur sujet sans pour autant être habilitée à régler celles-ci. C'est le cas de la Civil Rights Commission aux Etats-Unis. Celle-ci est principalement chargée de faire le point de l'application de la législation en matière de droits civils et d'étudier la situation concernant le respect des droits de l'homme. Elle est cependant habilitée à recevoir des plaintes et à recueillir des renseignements à leur sujet. Dans l'accomplissement de ses fonctions, elle peut délivrer des citations à comparaître et tenir des auditions formelles.

67. Une des principales fonctions des commissions des droits de l'homme est d'examiner systématiquement la politique gouvernementale en matière de droits de l'homme et de suggérer des améliorations. Au Nicaragua, par exemple, la Commission nationale pour la protection et la promotion des droits de l'homme peut non seulement être saisie d'affaires concernant la violation des droits de l'homme, enquêter à leur sujet et remédier à la situation, mais encore passer périodiquement en revue les systèmes législatif et administratif,

et recommander au gouvernement la manière dont ces systèmes pourraient être améliorés. De même, la Standing Advisory Commission on Human Rights for Northern Ireland donne son avis au Parlement sur l'efficacité appropriée des lois en vigueur et sur la mesure dans laquelle elles permettent d'empêcher une discrimination fondée sur la conviction religieuse et l'opinion politique.

68. De nombreuses commissions des droits de l'homme surveillent la conformité des lois de l'Etat avec le droit en vigueur en matière des droits de l'homme. Lors de l'examen de chaque loi nouvellement adoptée, la Commission sénatoriale des lois du Zimbabwe, par exemple, s'assure que ses dispositions sont conformes à la Déclaration des droits consacrée dans la Constitution du Zimbabwe. La Commission donne également son avis au gouvernement sur les dispositions des projets de lois qui risqueraient de violer la Déclaration des droits. De même, la Commission interministérielle italienne des droits de l'homme procède à un examen systématique des mesures législatives et administratives afin de s'assurer que l'Italie se conforme aux engagements qu'elle a pris en vertu des conventions internationales en matière de droits de l'homme. En Nouvelle-Zélande également, la Commission des droits de l'homme est chargée de conseiller le Premier Ministre au sujet de l'acceptation de tout instrument international relatif aux droits de l'homme. Elle peut en outre donner son avis sur les conséquences que les lois ou les politiques envisagées par le gouvernement pourraient avoir dans le domaine des droits de l'homme.

69. La plupart des commissions des droits de l'homme s'occupent également d'éclairer le public sur leur mandat et leurs objectifs, ainsi que sur diverses questions revêtant de l'importance dans le domaine des droits de l'homme. C'est ce que l'on a appelé dans les rapports antérieurs le rôle éducatif des commissions des droits de l'homme. Celles-ci s'acquittent généralement de ce rôle en organisant des séminaires, des services consultatifs et des réunions, ainsi qu'en publiant des rapports périodiques, des études et des bulletins établis par elles-mêmes ou par d'autres institutions s'occupant des droits de l'homme. La Commission australienne des droits de l'homme, par exemple, a récemment publié son propre manuel des droits de l'homme. Il arrive fréquemment que la sensibilisation de l'opinion publique aux questions intéressant les droits de l'homme fasse partie du mandat de la Commission des droits de l'homme. Ainsi, dans le cadre de son mandat, le Bureau japonais des libertés publiques organise des activités visant à éduquer le public, et appuie les campagnes entreprises au niveau local et l'action menée par les organisations non gouvernementales pour faire respecter les droits de l'homme. De façon plus précise encore, en vertu de la loi canadienne sur les droits de la personne, la Commission canadienne des droits de la personne peut fournir une assistance et des avis en ce qui concerne certains programmes spéciaux; elle élabore et exécute des programmes d'information touchant la loi canadienne sur les droits de la personne; elle exécute des programmes de recherche et des études sur la discrimination; elle peut examiner les recommandations reçues en ce qui concerne les droits de la personne et les libertés individuelles; elle peut fournir une assistance et des avis en vue d'assurer le respect de la loi; et elle se tient en liaison avec les organismes ou les autorités provinciales qui oeuvrent contre la discrimination. Les commissions provinciales et territoriales des droits de la personne ont des fonctions semblables à celles de la Commission, et notamment des fonctions d'information. Selon les informations émanant de la Commission des droits de l'homme des Philippines, il a été créé en vertu

de l'article XIII de la Constitution (chapitre 17) une Commission constituant un organe constitutionnel indépendant. Peu de temps après la ratification de la nouvelle constitution, la présidente Corazon C. Aquino a signé, le 5 mai 1987, le décret No 163 instituant la Commission des droits de l'homme et fixant les modalités de son fonctionnement. Selon ces informations, les pouvoirs et les fonctions de cette commission sont les suivants :

- Enquêter de sa propre initiative ou sur plainte d'une partie quelconque sur toute forme de violation des droits civils et politiques;
- Adopter ses règles de fonctionnement et son règlement intérieur et engager une action pour manquement à ceux-ci conformément aux règles de procédure judiciaire;
- Prendre les mesures juridiques nécessaires pour protéger les droits de chacun aux Philippines ainsi que ceux des Philippins résidant à l'étranger, d'une part, et, d'autre part, prendre des mesures préventives et fournir une assistance judiciaire et des services juridiques aux personnes défavorisées dont les droits de l'homme sont violés ou doivent être protégés;
- Effectuer des visites dans les prisons, centres de détention et autres établissements pénitentiaires;
- Mettre en place un programme permanent de recherche, d'éducation et d'information afin d'accroître le respect pour les droits de l'homme;
- Recommander au Parlement des mesures effectives pour faire progresser les droits de l'homme et indemniser les victimes de violations des droits de l'homme ou leurs familles;
- Veiller à ce que le Gouvernement philippin s'acquitte des obligations qui découlent pour lui des traités internationaux dans le domaine des droits de l'homme;
- Accorder l'immunité de poursuites judiciaires à toute personne dont le témoignage ou les documents ou autres pièces en sa possession sont nécessaires ou utiles à la manifestation de la vérité dans toute enquête menée par la Commission ou sous sa responsabilité.

70. Dans certains pays, la commission est créée à seule fin de s'acquitter des fonctions de promotion et d'éducation des droits de l'homme. En 1984, le Suriname a signalé qu'il avait établi une commission d'information et d'orientation concernant les droits de l'homme dans le pays. Cette commission devait se consacrer exclusivement à fournir des services promotionnels à la communauté en la sensibilisant aux problèmes des droits de l'homme.

Le Suriname a plus tard indiqué son intention d'élargir le mandat de cette commission au-delà de ce rôle purement promotionnel, et d'établir finalement une institution nationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme en application de la résolution 38/123 de l'Assemblée générale.

71. L'efficacité des commissions des droits de l'homme semble dépendre avant tout de l'existence d'un lien étroit entre elles, la loi et les tribunaux. Une commission doit en effet être dotée en premier lieu d'un mandat étendu et clairement énoncé (dans la constitution ou dans la loi), établissant sa compétence et garantissant son indépendance en l'affranchissant de tout contrôle parlementaire ou exécutif. Elle doit en outre pouvoir recourir aux tribunaux ou au parquet pour faire appliquer les recommandations résultant de ses investigations. Sans ce lien important (entre la loi, la commission et le tribunal), une commission des droits de l'homme serait pratiquement impuissante. Si son pouvoir d'enquêter sur les plaintes ne s'accompagne pas du pouvoir d'appliquer les recommandations résultant de ses investigations, elle se trouve dans l'incapacité d'agir, ce qui risque, en fin de compte, de décourager les citoyens de faire appel à elle. Il y aurait tout lieu de s'interroger sur la raison d'être et le rôle d'une commission des droits de l'homme si, après avoir eu recours à ses services, un citoyen devait entreprendre une autre démarche, soit devant les tribunaux, soit auprès d'une autre institution, et ce d'autant plus que de nombreux particuliers en butte à une forme ou une autre de discrimination ou à une violation de leurs droits risquent de ne pas être disposés à renouveler leur tentative si la première a débouché sur une décision restée lettre morte et ne leur a pas permis d'obtenir réparation.

72. Afin de réduire au minimum les dépenses administratives (en faisant en sorte que les citoyens ne soient pas obligés d'adresser leur plainte à plus d'une institution), d'alléger la tâche des tribunaux (en réglant les questions en litige sans avoir à supporter le coût élevé d'une procédure d'enquête et de jugement), et surtout d'encourager les citoyens à demander réparation pour les violations des droits civils et individuels dont ils sont victimes, les commissions des droits de l'homme doivent être habilitées à faire appliquer leurs recommandations, soit en saisissant les tribunaux ou le parquet, soit en se voyant conférer le pouvoir de prendre des décisions ayant force obligatoire.

73. Lorsque l'on met en place une commission des droits de l'homme, il importe également au plus haut point de prévoir un mécanisme permettant d'en choisir les membres de manière équitable, car certains problèmes risquent de se poser si la méthode de sélection est injuste. En outre, en maintenant des liens étroits avec la population et en veillant à ne pas donner l'impression d'être des institutions gouvernementales murées dans leur tour d'ivoire, les commissions des droits de l'homme ne peuvent être que mieux perçues comme des organes capables d'assurer avec efficacité la protection des droits civils et individuels du citoyen ordinaire.

B. Institutions chargées de la protection de certains groupes

74. Certains groupes de la population étant souvent en butte à un nombre anormalement élevé d'actes de discrimination, de nombreux Etats ont créé des institutions pour protéger et promouvoir les droits des personnes appartenant à ces groupes. Les membres de la population dont les gouvernements reconnaissent le plus souvent qu'ils ont besoin d'institutions spécialisées dans la défense des droits de l'homme pour protéger leurs intérêts sont les personnes appartenant aux minorités ethniques et linguistiques, les étrangers, les réfugiés, les populations autochtones, les femmes et les enfants, ainsi que les membres des groupes religieux minoritaires. Ces institutions ont généralement pour mandat de promouvoir la politique gouvernementale et sociale

visant à protéger les droits de ces groupes; d'enquêter sur les cas de discrimination isolés ou systématiques contre les personnes appartenant à l'un de ces groupes ou contre le groupe dans son ensemble; et de fournir une assistance matérielle et de donner des conseils aux membres de ces groupes.

75. Ces institutions ne sont normalement pas habilitées à prendre des décisions ayant force obligatoire ou à engager une action en justice. Le plus souvent, ce sont des commissions consultatives auprès du Parlement ou du pouvoir exécutif, auxquelles il est demandé d'examiner la situation en matière de violation des droits de l'homme des groupes considérés. Ces institutions sont également généralement chargées de surveiller l'efficacité des garanties législatives et constitutionnelles en vigueur visant à protéger les droits de certains groupes de la collectivité, et elles sont en outre habilitées à enquêter sur les plaintes pour discrimination qui sont portées contre les autorités de l'Etat ou les autorités locales par des membres de la collectivité.

1. Institutions chargées de la protection des personnes appartenant à des minorités ethniques et linguistiques 14/

76. Au cours des dernières décennies, des institutions chargées de la protection des minorités ont été instituées dans de nombreux Etats pour protéger les droits des membres des groupes minoritaires ethniques et linguistiques qui sont traditionnellement victimes de discrimination. C'est ainsi qu'en Yougoslavie, des commissions ont été créées en vue de s'occuper des problèmes spécifiques auxquels les minorités doivent faire face et de promouvoir le principe de l'égalité et des droits collectifs. D'autres organisations de caractère analogue ont principalement pour objet d'enquêter sur les doléances des membres des groupes minoritaires qui accusent les autorités de l'Etat ou les autorités locales de se livrer à des pratiques discriminatoires. Au Pakistan, par exemple, des commissions locales des minorités ont été organisées sous la présidence de fonctionnaires chargés des problèmes des minorités pour donner suite, au niveau local, aux doléances des communautés minoritaires formulées par leurs représentants.

77. Un large mandat a été assigné à la Commission des minorités indiennes, créée en 1978. Les fonctions de la Commission sont les suivantes :

- a) Evaluer la manière dont fonctionnent les diverses garanties prévues dans la Constitution et dans les lois adoptées par le Gouvernement de l'Union et ceux des Etats pour assurer la protection des minorités;
- b) Faire des recommandations pour l'application et l'exécution effectives de toutes les lois et garanties;
- c) Entreprendre l'examen de l'application des politiques menées par le Gouvernement de l'Union et ceux des Etats en matière de minorités;
- d) Examiner les plaintes spécifiques concernant la privation des droits et des garanties des minorités;
- e) Procéder à des études, à des recherches et à des analyses sur la question de l'élimination de la discrimination contre les minorités;

f) Suggérer les mesures juridiques et sociales que le Gouvernement central ou les gouvernements des Etats pourraient prendre en faveur des minorités;

g) Servir de centre d'échange pour les renseignements sur la situation des minorités;

h) Faire rapport au gouvernement à intervalles prescrits.

78. Un tel organe peut, de toute évidence, avoir une grande influence sur la politique en matière de droits de l'homme qui est suivie dans le pays, ainsi que sur les problèmes immédiats auxquels les minorités se heurtent en matière de discrimination.

79. Conformément à sa Constitution, Singapour a créé un Conseil présidentiel pour les droits des minorités. Le Conseil examine les renseignements reçus du Parlement ou du gouvernement sur les questions concernant les personnes appartenant à des minorités raciales et religieuses, et fait rapport à leur sujet. Il est tout particulièrement chargé de faire rapport sur tout texte législatif ou réglementaire dont l'adoption est envisagée et qui pourrait se traduire par l'application d'un traitement discriminatoire ou inéquitable aux personnes appartenant à certaines communautés. Pour assurer la protection des droits des minorités linguistiques, l'Inde a créé un Commissaire aux minorités linguistiques. Conformément à l'article 350 A de la Constitution de l'Inde, tous les Etats doivent fournir des installations permettant d'assurer l'instruction dans la langue maternelle au niveau de l'enseignement primaire. Le Commissaire aux minorités linguistiques enquête sur toutes les questions se rapportant aux garanties prévues dans la Constitution en ce qui concerne les droits des minorités linguistiques. Il est également tenu de faire rapport directement au Président à ce sujet. Un autre exemple d'organe établi pour assurer la protection des minorités ethniques est le système autrichien de commissions de contact pour les minorités de langues slovène et croate, organisé au sein de la Chancellerie fédérale autrichienne. Les commissions de contact se réunissent à intervalles réguliers et sont composées de membres du Gouvernement fédéral, du gouvernement provincial intéressé, des partis politiques représentés au Parlement et des assemblées législatives provinciales intéressées. Les représentants des groupes minoritaires siègent également à ces commissions. Elles ont essentiellement pour mission d'examiner les mesures visant à assurer l'application des dispositions du Traité d'Etat de 1955 relatives aux droits des minorités. Les commissions sont également chargées d'examiner toutes les mesures relatives à la cohabitation pacifique des divers groupes ethniques, et elles peuvent s'occuper des problèmes concernant des membres particuliers des divers groupes ethniques ou les groupes dans leur ensemble.

80. S'agissant plus précisément des groupes ethniques, les pays ayant une population ethniquement diversifiée créent souvent des commissions spéciales ayant pour objet de veiller à ce que les droits des divers groupes ethniques de la collectivité soient protégés. Par exemple, en Inde, le Commissaire chargé des castes et tribus était habilité à enquêter sur toute question concernant les garanties prévues pour ces castes et tribus en vertu de la Constitution. Le Commissaire était chargé de soumettre au Président un rapport annuel, qui était ensuite présenté aux deux Chambres du Parlement.

En raison de l'ampleur du problème, toutefois, une Commission des castes et tribus, composée d'un président et de quatre membres, a été instituée pour s'occuper avec plus d'efficacité des questions se rapportant à la protection des droits de ces communautés.

81. Il est possible aussi que des commissions de ce genre soient encore plus nécessaires dans des pays ethniquement homogènes, où les petits groupes ethniques ne sont pratiquement pas représentés au niveau de l'Etat et au niveau local et risquent d'être fréquemment victimes d'actes de discrimination au sein de la communauté. Les organisations créées pour protéger les droits de ces groupes ethniques sont souvent chargées en outre de promouvoir le respect des diverses cultures représentées dans la population. En Finlande, par exemple, le Conseil consultatif pour les affaires tziganes a mis au point des projets pour l'enseignement de la langue, de la culture et de l'histoire tziganes. Les Samits, qui vivent pour la plupart dans le nord du pays, ont un Comité spécial Samit (le Parlement samit), qui s'occupe des questions juridiques, économiques, sociales et culturelles intéressant les Samits, ainsi que de diverses autres questions concernant la situation très spéciale de ce peuple minoritaire. Seuls les Samits peuvent élire les membres de ce parlement. Le Comité n'a pas de pouvoir de décision sur les questions concernant les Samits. Parmi les activités auxquelles il s'est livré récemment, on peut citer un projet de loi qui garantirait aux Samits le droit d'utiliser leur langue maternelle dans leurs démarches officielles. Outre ce comité, il existe une Commission pour les affaires lapones qui est chargée de coordonner les questions concernant la population samite. Ses membres représentent à la fois les Samits et les autorités responsables des affaires samites. Comme le Comité, la Commission n'a pas de pouvoir de décision.

2. Institutions chargées de la protection des populations autochtones 15/

82. Les pays que la question concerne sont de plus en plus nombreux à créer des organes chargés de protéger et de promouvoir les droits des populations autochtones, qui font souvent l'objet de discrimination, sont dépossédées de leur terre ou sont victimes d'autres violations des droits de l'homme.

83. En Nouvelle-Zélande, par exemple, le Department of Maori and Island Affairs et le New Zealand Maori Council ont été créés pour s'occuper des problèmes propres à la population maorie. Le Department of Maori and Island Affairs est chargé de coordonner et d'appliquer la politique gouvernementale à l'égard des Maoris. Le New Zealand Maori Council est un organe consultatif, qui donne son avis sur tous les projets et propositions de loi intéressant la population maorie. De même, La Norvège, la Finlande et la Suède ont créé des commissions indépendantes chargées de s'occuper des préoccupations et des problèmes de leurs populations samites respectives. La Commission finlandaise pour les affaires lapones est composée de représentants des Ministères de la justice, de l'éducation et de l'agriculture et de représentants de diverses organisations samites. Elle a essentiellement pour rôle de conseiller le Conseil d'Etat sur les mesures envisagées pour promouvoir la culture des Samits. La Commission est également consultée par l'Etat et par les autorités locales sur toutes les questions concernant la population samite. La Commission suédoise des affaires samites, créée en 1970, est chargée d'examiner les divers problèmes auxquels se heurtent les Samits au sein de la société suédoise. Elle s'occupe tout particulièrement de répondre aux besoins

des Samits qui ont abandonné l'élevage du renne et ont quitté les zones de reproduction. La Norvège a créé deux organes chargés de s'occuper des préoccupations et des problèmes des Samits. Le premier, le Conseil lapon norvégien, est composé de huit membres, tous Samits. Le Conseil est avant tout un organe consultatif, qui peut faire des recommandations sur les questions concernant la situation économique, sociale et culturelle des Samits. La Norvège a également établi un Comité restreint, composé de représentants du gouvernement et de la population samite. Le Comité, organisé sous l'égide du Ministère des affaires culturelles et de l'éducation, examine les questions concernant le développement de l'éducation des Samits.

84. Un autre exemple est l'Instituto Nacional Indigenista du Mexique, qui a été établi pour étudier les problèmes concernant les populations autochtones mexicaines et pour faire rapport sur l'application des mesures prises en vue d'améliorer le sort de ces populations.

3. Institutions chargées de la protection des étrangers, des migrants et des immigrants

85. Pour faire face aux problèmes que pose la discrimination contre les migrants et les réfugiés étrangers, de nombreux pays ont créé des institutions chargées de protéger ces personnes contre la discrimination et les autres obstacles qui peuvent s'opposer au plein exercice de leurs droits au sein de la communauté. Le Conseil australien des affaires ethniques, par exemple, donne au Ministre de l'immigration et des affaires ethniques des avis sur les questions relatives à l'intégration des migrants dans la communauté australienne, particulièrement dans le domaine des services communautaires. En outre, le Gouvernement australien a ouvert deux centres des ressources multiculturelles, chargés de fournir des renseignements et des services consultatifs aux immigrants pour répondre à leurs besoins spéciaux, et de leur donner des renseignements sur les prestations et les services existant au niveau de l'Etat et au niveau local. C'est dans leurs locaux qu'est centralisée la distribution de la documentation multilingue, ainsi que les brochures sur les prestations de sécurité sociale et autres informations pertinentes.

86. En Belgique, la Commission consultative des étrangers a été créée en 1952. Cette commission doit être consultée par le Roi dans tous les cas où on ne peut faire quitter le pays à un étranger que par un arrêté d'expulsion. Le Ministre belge de la justice peut demander l'avis de la Commission avant de prendre une décision concernant un étranger. Si la Commission n'a pas été consultée avant une décision faisant l'objet d'un recours, le Ministre de la justice doit obtenir son avis avant de statuer sur le recours. De même, le souci de protéger les droits des immigrants s'est traduit par la création de l'Association norvégienne des travailleurs étrangers, qui a pour objet de sauvegarder les intérêts économiques, sociaux et culturels des nombreux nouveaux groupes d'immigrants en Norvège. L'Association reçoit une importante aide financière du Gouvernement norvégien, et on s'attache de plus en plus à permettre aux groupes d'immigrants d'exercer une influence élargie dans les domaines qui les intéressent plus particulièrement. En Suède, la Commission de la lutte contre la discrimination et les préjugés ethniques peut proposer

au gouvernement des mesures concernant l'amélioration de la situation des étrangers. Enfin, on signalait récemment que, dans le souci de répondre aux besoins d'une population de réfugiés toujours grandissante, le Danemark a créé une Direction des étrangers et un Conseil des réfugiés. La Direction est l'organe chargé de prendre en première instance les décisions sur le statut des réfugiés. Ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant le Conseil des réfugiés, dont les procédures sont analogues à celles d'un tribunal. Les questions concernant les réfugiés étrangers en Finlande sont du ressort du Comité des affaires des réfugiés, qui relève du Ministère des Affaires sociales et de la santé. Le Comité des questions de migration, qui dépend du Ministère du travail, est chargé d'améliorer la situation des migrants. Le Conseiller aux étrangers a notamment pour fonction de renseigner et d'orienter les étrangers en Finlande, et de faire le nécessaire pour améliorer leur situation. Il n'a pas de pouvoir de décision. Il relève du Ministère des affaires sociales et de la santé.

4. Institutions chargées de la protection des enfants et des mineurs 16/

87. Bien que dans la plupart des pays la protection des droits des enfants incombe au premier chef à leurs parents et tuteurs, les Etats ont mis en place des mécanismes destinés à assurer la protection des enfants dont les parents ne s'acquittent pas de leurs devoirs ou qui risquent d'être particulièrement vulnérables à l'exploitation. Un des premiers sujets de préoccupation de ces institutions est l'exploitation des enfants sur le marché du travail. Au nombre des institutions s'occupant de la prévention du travail des enfants, on peut citer le Conseil suprême égyptien pour l'enfance, le Bureau national indien de l'enfance, le Conseil national pour les affaires des enfants du Bangladesh, le Comité national populaire chinois pour la défense des enfants, le Conseil national pour l'enfant en République dominicaine, et la Commission fédérale interinstitutions pour l'enfance et la jeunesse aux Etats-Unis.

88. Dans certains pays, ces institutions fonctionnent en tant qu'organes subsidiaires du corps législatif. Par exemple, en URSS, dans la RSS d'Ukraine et dans la RSS de Biélorussie, les Commissions du Soviet suprême chargées de s'occuper des conditions de travail et d'existence des femmes, de la maternité et de la protection de l'enfance traitent de manière coordonnée de toutes les questions concernant les droits de l'enfant. Des fonctions analogues sont exercées par le Service de la protection de la jeunesse en Norvège, la Commission des droits de l'enfant en Suède, et le Bureau d'aide à l'enfance à la Barbade. En Inde, le Bureau national de l'enfance, créé conformément à la résolution relative à la politique nationale en faveur de l'enfance adoptée par le parlement en 1974, est présidé par le Premier Ministre. Ce bureau est destiné à servir "de point de convergence et de lieu de rencontre pour la planification, le contrôle et la coordination de la multiplicité de services qui s'emploient à faire face aux besoins des enfants".

89. De nombreuses institutions chargées de la protection de l'enfance se préoccupent de plus en plus de la protection sociale des enfants sans foyer ou abandonnés. En Finlande, les questions concernant les soins aux jeunes enfants et leur éducation sont du ressort du Ministère des affaires sociales et de la santé et de son agence centrale, le Conseil national de la protection sociale,

dont l'action est complétée au niveau local par des conseils de protection sociale. En Pologne, par exemple, la Société des amis de l'enfance apporte une assistance spéciale aux foyers et garderies d'enfants. Soucieuse elle aussi de la protection sociale des enfants, l'Association mexicaine pour les mineurs apporte une aide morale et matérielle aux jeunes qui ont commis des délits ou qui sont socialement abandonnés.

5. Institutions chargées de la protection des femmes

90. Les Etats prennent de plus en plus conscience de la nécessité de créer des institutions capables de faire face au problème de la discrimination contre les femmes et de leur exploitation. Plusieurs de ces organisations s'occupent des cas très nombreux de discrimination contre les femmes dans le domaine de l'emploi. Un certain nombre d'entre elles sont examinées dans la section du rapport consacrée aux institutions s'occupant de l'égalité en matière d'emploi (voir ci-après section C). Toutefois, d'autres organes chargés de la protection des femmes ont plus généralement pour tâche de promouvoir les droits de la femme et de protéger celle-ci de la discrimination, non seulement sur le lieu de travail, mais aussi dans tous les domaines. Tel est le cas du Conseil consultatif national australien de la femme, qui a été créé pour donner à toutes les Australiennes voix consultative au niveau fédéral en vue de protéger les intérêts des femmes au plan national. Ce Conseil donne des avis au Gouvernement fédéral sur les questions intéressant les femmes, par l'intermédiaire du Ministère de l'intérieur. Les femmes choisies pour siéger au Conseil viennent de différentes parties du pays, et ont des origines et des centres d'intérêt très divers. Pour éliminer la discrimination contre les femmes au niveau fédéral et pour déceler toute discrimination éventuelle dans les lois et pratiques fédérales dont l'adoption est envisagée, l'Australie a également créé un Bureau des affaires féminines, auquel il appartient aussi de coordonner les travaux des services des affaires féminines des autres ministères. La Commission des droits de la femme créée en 1977 par le Gouvernement de la Barbade est un autre exemple d'institution chargée de déceler toute discrimination éventuelle dans la législation. Cette commission a été instituée pour examiner en permanence tous les aspects de la législation intéressant les femmes. Elle soumet des rapports contenant les conclusions de ses travaux à l'Attorney General, qui compte dans ses services un Département des affaires féminines. En Inde, la Commission de la condition de la femme et la Commission nationale des femmes ont pour but de promouvoir les droits de la femme. La Commission de la condition de la femme insiste essentiellement sur la nécessité de coordonner les institutions et d'assurer l'application des mesures visant à améliorer la condition de la femme. La Commission nationale des femmes est chargée de suivre les progrès de l'application des programmes en faveur des femmes. Elle est présidée par le Premier Ministre de l'Inde, et la vice-présidence en est assurée par le Ministre de l'éducation, de la protection sociale et de la culture. Les autres membres de la Commission nationale sont généralement des personnalités qui jouent un rôle de premier plan dans le domaine des questions intéressant les femmes. En Finlande, le poste de l'ombudsman pour l'égalité a été créé au début de 1987, en vue de contrôler la mise en oeuvre de l'égalité entre hommes et femmes et le respect de l'interdiction de la discrimination sexuelle.

91. Les institutions créées pour protéger certains groupes de la population contre les effets néfastes de la discrimination et de l'exploitation semblent faire partie intégrante de tout programme national global de protection et de promotion des droits de l'homme. Dans tous les pays, des groupes caractérisés par la race, l'ethnicité, l'origine nationale, la religion ou le sexe, peuvent, à des degrés divers, faire l'objet de mesures et pratiques discriminatoires. Lorsqu'une tradition de parti pris ou une discrimination de longue date existe dans une communauté, ces groupes se trouvent souvent sous-représentés au niveau de l'Etat et des collectivités locales, et de ce fait risquent de ne pouvoir alerter les autorités compétentes pour qu'il soit porté remède à de tels actes de discrimination. De plus, lorsque ceux-ci sont le fait des autorités de l'Etat ou des autorités locales, les recours dont disposent les membres de ces groupes risquent d'être inexistantes. Les organisations qui s'occupent uniquement de la protection de ces groupes peuvent offrir un recours accessible et efficace aux membres de la communauté qui, traditionnellement, ne disposent d'aucun mécanisme administratif correspondant à leurs besoins au niveau de l'Etat et au niveau local.

92. Enfin, l'ampleur des mouvements de réfugiés et des mouvements migratoires, la violation persistante des droits fonciers des populations autochtones et l'importance de la discrimination fondée sur la race et le sexe dans le monde entier, font ressortir de manière convaincante la nécessité de créer des institutions spécialement chargées de s'occuper des problèmes auxquels font face les groupes qui sont victimes d'un nombre anormalement élevé d'actes de discrimination.

C. Institutions chargées de l'égalité en matière d'emploi

93. Il est généralement admis que l'existence de pratiques équitables en matière d'emploi et la possibilité de disposer de recours efficaces en cas de discrimination en matière d'emploi occupent une place essentielle dans tout programme global de protection des droits de l'homme. Sans doute les gouvernements comptent-ils souvent parmi leurs membres des ministres du travail chargés de s'occuper des multiples problèmes qui se posent dans ce domaine, mais un nombre croissant d'Etats considèrent que des ressources d'une nature locale et spécialisée sont nécessaires pour répondre comme il convient aux besoins et aux exigences des travailleurs. C'est ainsi que des cours et tribunaux du travail, chargés de concilier ou de juger les litiges résultant de contrats du travail ou opposant syndicats et employeurs, ont été établis dans de nombreux pays.

94. Les Etats ont également créé des commissions ou des organismes administratifs chargés de régler les problèmes spécifiques se posant sur le marché du travail qui seraient de nature à porter atteinte aux droits de certains groupes et individus de la communauté de bénéficier à travail égal d'une rémunération juste et équitable et de conditions de travail satisfaisantes. Ces commissions relèvent souvent du Ministère du travail. Par exemple, pour aider à éliminer le chômage, le Gouvernement du Zimbabwe a créé un Département de l'emploi et de la promotion de l'emploi, qui dépend du Ministère du travail et des services sociaux. Cet organe est essentiellement chargé d'apparier aussi rapidement que possible les demandes d'emploi avec les offres existantes, et de collaborer étroitement avec les autres organismes gouvernementaux en vue de créer des possibilités d'emploi productif.

95. Nombre des organes créés par les Etats ont pour mandat de s'occuper principalement de la discrimination en matière d'emploi fondée sur la race ou le sexe. Les pouvoirs et les obligations de ces commissions ou institutions diffèrent selon les pays. Parfois elles n'existent qu'au niveau national; mais elles sont souvent organisées aux niveaux national et local. Par exemple, en Australie, des commissions nationales et locales chargées de la discrimination en matière d'emploi ont été créées en 1973 pour connaître des cas de discrimination visés par la Convention No 111 concernant la discrimination (emploi et profession) adoptée en 1958 par l'Organisation internationale du Travail (OIT). Pour l'essentiel, ces commissions australiennes examinent les questions concernant une éventuelle discrimination en matière de rémunération des salariés. Les principales fonctions de la commission nationale sont les suivantes :

"... examiner les allégations de discrimination qui lui sont renvoyées par les commissions d'Etat (locales); examiner les allégations mettant en cause le Gouvernement fédéral en sa qualité d'employeur et celles ayant une importance nationale; conseiller le Gouvernement fédéral sur les questions de principe pertinentes; et mettre au point et promouvoir un programme d'éducation communautaire."

Les six commissions d'Etat (locales) enquêtent sur les accusations de discrimination portées contre les employeurs et tentent de parvenir à un règlement amiable par la conciliation. Ces commissions sont composées de représentants du gouvernement, des organisations nationales d'employeurs et du mouvement syndical, ainsi que de particuliers ayant une connaissance particulière des problèmes de l'emploi concernant les aborigènes, les migrants et les femmes.

96. A quelques détails près, la Commission de l'égalité des chances en matière d'emploi des Etats-Unis a des pouvoirs et des obligations analogues. La Commission a été créée en 1964 par le Civil Rights Act pour connaître des plaintes faisant état de discrimination dans le domaine des procédures et pratiques en matière d'emploi, et pour enquêter à leur sujet. Lorsque la Commission reçoit une plainte, elle la transmet à l'organe d'Etat ou local compétent, en le priant d'y donner suite dans les 60 jours. Passé ce délai, la Commission se saisit de la plainte, enquête à son sujet et tente de parvenir à un règlement à l'amiable. A défaut de règlement, la Commission est habilitée à saisir le tribunal de district des Etats-Unis (tribunal fédéral) pour qu'il statue en l'espèce. La saisine du tribunal par la Commission n'empêche pas la victime d'engager elle aussi une action en justice. Les décisions ou jugements du tribunal constituent des précédents ayant force obligatoire qui influencent la politique en matière d'emploi dans toute la nation. Enfin, les organes d'Etat et locaux de la Commission qui enquêtent sur les plaintes pour discrimination en matière d'emploi sont également habilités à enquêter sur les accusations de discrimination en matière d'accès aux lieux et installation destinés au public et de droit au logement.

97. Certaines institutions s'occupant de l'égalité en matière d'emploi ont un rôle de "chien de garde", et sont chargées de veiller à ce que les lois et règlements sur la main-d'oeuvre et l'emploi soient pleinement respectés.

Tel est le cas par exemple des commissions de vigilance créées en Inde en application de la loi de 1976 relative à l'abolition des diverses formes de servitude. Ces commissions sont composées de fonctionnaires, de représentants de la localité, de travailleurs sociaux et de représentants des établissements financiers et de crédit. Elles ont principalement pour fonction de conseiller les autorités de la circonscription sur l'application de la loi interdisant la pratique de la servitude, de surveiller les infractions dont la loi fait l'objet et de faire des recommandations sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre à l'égard de ces infractions. La commission assure également la défense dans les procès en matière de dettes garanties par une obligation de servitude.

98. Souvent aussi, les commissions et organes s'occupant de l'égalité en matière d'emploi exercent des fonctions consultatives. Comme indiqué précédemment, la Commission nationale australienne chargée de la discrimination en matière d'emploi conseille le Gouvernement fédéral sur sa politique de l'emploi et de la main-d'oeuvre. De même, en Inde, des commissions consultatives tripartites composées de représentants du gouvernement, des employeurs et des salariés ont été créées pour conseiller le gouvernement sur la formulation de sa politique de la main-d'oeuvre et pour veiller à l'application des lois sur le travail. En France, le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, créé en 1983, est lui aussi un organe consultatif. Le gouvernement le consulte au sujet des projets de lois et de décrets visant à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ainsi qu'au sujet des textes relatifs aux conditions propres à l'un ou l'autre sexe. Le Conseil peut également faire des propositions tendant à améliorer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

99. Dans le cadre de leur mandat, les institutions s'occupant de l'égalité en matière d'emploi sont également très souvent tenues de prévoir des activités visant à promouvoir l'égalité dans le domaine de l'emploi. Ainsi, le Conseil danois sur l'égalité et la Commission portugaise de la condition de la femme sont chargés de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle. La Commission de l'égalité des chances en matière d'emploi des Etats-Unis propose aux employeurs et aux industries des plans d'embauche en faveur de groupes désavantagés, sur une base volontaire. Une fois que les employeurs ont accepté ces plans, ceux-ci acquièrent force obligatoire. En Finlande, l'ombudsman pour l'égalité a pour mission d'améliorer la situation des femmes en matière d'emploi et de veiller à ce que les employeurs s'acquittent des responsabilités qui leur incombent en vertu de la loi sur l'égalité entre hommes et femmes. Dans de nombreux pays, toutefois, la promotion de l'égalité en matière d'emploi relève de la compétence des commissions des droits de l'homme et des commissions des droits civils.

100. Le rôle consistant à préserver le lieu de travail de la discrimination, tel qu'il est dévolu aux commissions de l'égalité de l'emploi, est manifestement un facteur important de protection des droits civils et individuels. Bien que ce soit souvent aux commissions des droits de l'homme qu'il incombe de s'occuper des questions concernant la discrimination en matière d'emploi, l'existence d'une discrimination généralisée dans le domaine des relations de travail semble corroborer l'idée qu'il faut des institutions distinctes, chargées de s'occuper exclusivement des problèmes d'emploi et de main-d'oeuvre, pour protéger le droit de l'individu de travailler dans un

environnement exempt de discrimination. De surcroît, les institutions composées d'employeurs et de travailleurs jouent un rôle important auprès des gouvernements, en les conseillant sur les besoins du monde du travail. La discrimination en matière d'emploi est l'une des violations des droits de l'homme les plus pernicieuses qui soient, car elle sape les moyens d'existence de l'individu et déclenche fréquemment un enchaînement de circonstances économiques et sociales qui exposent l'individu à une nouvelle exploitation. Aussi les institutions qui peuvent s'occuper exclusivement du problème de la discrimination au lieu de travail jouent-elles un rôle essentiel dans la protection des droits de l'homme.

IV. L'OMBUDSMAN 17/

101. Il serait difficile de classer l'ombudsman parmi les organes législatifs, judiciaires ou administratifs. C'est en fait une institution sui generis, à multiples facettes. L'ombudsman est un médiateur indépendant - et dans certains cas un organe collégial -, qui a pour mission essentielle de protéger les droits des particuliers qui s'estiment victimes d'une action administrative injuste. Généralement nommé par l'organe législatif, l'ombudsman exerce souvent des activités de surveillance au nom du parlement, et intervient à la suite des plaintes formulées par les personnes lésées contre les agents ou services publics. L'ombudsman est souvent considéré comme une institution scandinave, car elle a fait ses débuts en Suède au début du XIXe siècle et est fermement établie au Danemark, en Norvège et en Finlande. Au cours des dernières décennies, toutefois, l'institution de l'ombudsman ou du médiateur a été introduite dans divers pays en dehors de la Scandinavie. L'Australie, l'Autriche, la Barbade, le Canada, l'Espagne, le Ghana, la Guyane, l'Inde, la Jamaïque, le Japon, Maurice, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, le Royaume-Uni, Trinité-et-Tobago et certaines parties des Etats-Unis utilisent le système de l'ombudsman d'une manière ou d'une autre. De plus, plusieurs pays africains (Nigéria, Soudan, Tanzanie et Zambie) ont créé des organes collégiaux ou des commissions dont les attributions et la compétence sont comparables à celles de l'ombudsman.

102. Les méthodes suivies par l'ombudsman pour s'acquitter de ses fonctions sont sensiblement les mêmes dans tous les pays. Il reçoit les plaintes des parties lésées et entreprend une enquête si la demande est fondée et relève de sa compétence. L'ombudsman a généralement le droit d'avoir accès aux documents détenus par toutes les autorités de son ressort qui ont un rapport avec son enquête. Sur la base de celle-ci, il formule ensuite une recommandation qui est communiquée au plaignant et au service ou à l'autorité contre laquelle la plainte a été déposée. S'il n'est pas donné suite à sa recommandation, l'ombudsman peut la soumettre au parlement. Dans les pays scandinaves, il peut également, si besoin est, inviter les deux parties à se présenter à une audition, et il est habilité à interroger les témoins sous serment. En Suède, à la suite de son enquête, l'ombudsman envoie généralement aux deux parties une lettre dans laquelle il leur donne son avis sur le comportement de l'agent mis en cause et son interprétation de la loi considérée. Il peut recommander que des dommages et intérêts soient versés à la partie lésée, soit par l'agent lui-même, soit sur les fonds publics. Dans les rares cas de faute grave, l'ombudsman suédois peut ordonner que des poursuites soient intentées devant les tribunaux. Dans les cas moins graves, lorsque l'enquête révèle des fautes, un retard ou de la négligence, l'ombudsman peut adresser à l'agent en cause une note lui rappelant qu'il a traité l'affaire de manière fautive ou irrégulière.

103. En outre, dans presque tous les pays, l'ombudsman soumet un rapport annuel au parlement ou à l'organe législatif correspondant. Chaque pays peut demander à son ombudsman d'inclure des renseignements ou des recommandations spécifiques dans son rapport. Par exemple, le rapport annuel de l'ombudsman suédois peut contenir des avis sur les insuffisances de la législation, ainsi que ses vues sur le sens des lois existantes et sur la manière dont elles devraient être interprétées et appliquées. Il peut également suggérer l'adoption de lois nouvelles. De même, le médiateur français peut proposer dans ses rapports des amendements aux lois et règlements en vigueur.

Le Volksanwaltschaft autrichien, outre le rapport annuel d'activité qu'il soumet au Nationalrat, peut faire des recommandations aux instances exécutives les plus élevées.

104. Bien qu'il soumette des rapports annuels au parlement, l'ombudsman occupe une charge essentiellement indépendante. Celle-ci est souvent prévue dans la constitution ou dans un texte de loi. A ce titre, l'ombudsman est responsable devant le parlement, et, dans la plupart des cas, l'organe législatif procède à un contrôle annuel de son activité. Malgré ce contrôle annuel du parlement ou de l'exécutif, l'ombudsman n'en jouit pas moins d'une indépendance relative. Par exemple, l'ombudsman suédois ne peut être relevé de ses fonctions que si une commission parlementaire formule une pétition demandant sa destitution. Au Royaume-Uni, le Parliamentary Commissioner est soumis au contrôle d'une commission spéciale de la Chambre des communes, mais il ne peut être démis de ses fonctions que par adresse des deux Chambres du Parlement.

105. Les ombudsmen sont parfois responsables devant l'exécutif. Par exemple, alors que la Public Complaints Commission du Nigéria et la People's Assembly for Administrative Control du Soudan sont responsables devant le parlement, la Permanent Commission of Inquiry de Tanzanie et la Commission for Investigations de Zambie sont directement responsables devant le chef de l'Etat.

106. Dans la plupart des cas, c'est à la suite d'une plainte reçue par ses services que l'ombudsman entreprend une enquête. Toutefois, il n'en est pas toujours ainsi. Par exemple, en Suède, il arrive souvent que l'ombudsman entreprenne une enquête à la suite d'un article de presse faisant état d'illégalité ou de mauvaise gestion administrative. La France prévoit aussi que le médiateur peut procéder à des enquêtes sans avoir été saisi d'une réclamation, en donnant aux membres du Parlement le droit de lui demander d'enquêter sur une question qui intéresse le Parlement. Certains pays n'accordent la possibilité de saisir l'ombudsman qu'aux plaignants qui ont été effectivement lésés par l'acte ou l'autorité contestés. C'est le cas en Guyana et à la Trinité-et-Tobago. Le recours au Volksanwaltschaft autrichien, toutefois, est accordé aux personnes, qu'elles soient ou non de nationalité autrichienne, qui sont "préoccupées par les abus présumés de l'administration du Bund". L'Espagne exige simplement que le plaignant affirme avoir un intérêt légitime à se plaindre.

107. Plusieurs pays (Autriche, Jamaïque, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) exigent que le plaignant ait épuisé au préalable toutes les autres voies de recours prévues par la loi. Il n'existe généralement pas de loi fixant le délai dans lequel le plaignant doit saisir l'ombudsman de ses griefs, mais il est souvent exigé que la plainte soit adressée à celui-ci dans un délai d'un an à compter de la notification de la décision incriminée. Néanmoins, certains ombudsmen ont toute latitude pour examiner des doléances plus anciennes.

108. L'accès à l'ombudsman varie selon les pays. Dans plusieurs pays (Danemark, Finlande, Norvège, Nouvelle-Zélande, République-Unie de Tanzanie, Suède et Zambie, par exemple) les particuliers peuvent lui adresser directement leurs plaintes. Israël prévoit en outre que l'ombudsman peut recevoir des plaintes écrites sous pli cacheté des détenus. En France, au Royaume-Uni et au Soudan, les plaintes doivent être adressées à un membre

du parlement, qui fait suivre à l'ombudsman celles qui relèvent de sa compétence. Par exemple, le médiateur français reçoit les plaintes des administrés par le truchement des députés ou des sénateurs. En pratique, les parlementaires adressent généralement toutes les plaintes qu'ils reçoivent à l'ombudsman. Les plaignants dont l'affaire ne relève pas de la compétence de l'ombudsman peuvent recevoir de ses services un avis les informant qu'il ne peut donner suite à la plainte.

109. Les plaintes adressées à l'ombudsman ont généralement un caractère confidentiel, et l'identité du plaignant n'est pas révélée sans son assentiment. Dans la plupart des pays, l'identité du plaignant et celle du fonctionnaire contre lequel la plainte est dirigée ne sont pas révélées dans le rapport annuel de l'ombudsman. En Suède, toutefois, une fois une affaire terminée, le dossier de l'ombudsman peut, dans la plupart des cas, être consulté par la presse.

110. La compétence de l'ombudsman s'étend généralement à tous les services de l'administration publique. Cependant, l'étendue de sa mission varie selon les pays. Par exemple, la Finlande et le Danemark investissent l'ombudsman d'un pouvoir de contrôle sur les membres du gouvernement. L'Australie, l'Autriche, la Nouvelle-Zélande et la Suède en revanche ne l'autorisent pas à enquêter sur les plaintes portées contre un ministre. La Commission permanente tanzanienne a compétence pour exercer un contrôle sur les pouvoirs publics centraux et locaux, et pratiquement tous les organes institués par la loi, ainsi que sur le parti et les organes apparentés au parti. La Commission n'a pas toutefois compétence à l'égard des décisions présidentielles ou des questions ressortissant à la politique gouvernementale ou à l'ordre public. Au Nigéria, les plaintes adressées à la Public Complaints Commission peuvent être formulées contre tout service administratif, fonctionnaire, employeur ou salarié, toute personne appartenant aux secteurs public ou privé, gouvernements d'Etat et autorités locales. Le People's Assembly Committee du Soudan peut enquêter sur toutes plaintes alléguant qu'une décision administrative a été entachée de : a) népotisme, corruption ou parti pris, b) manquement aux règles d'une saine gestion administrative, c) négligence dans l'accomplissement des devoirs, d) abus de pouvoir, e) incompétence, f) perte de pièces et documents, g) retards et tergiversations, h) discrimination injustifiée ou i) tout manquement analogue. Le Commissaire parlementaire du Royaume-Uni est habilité à enquêter sur les cas de mauvaise gestion administrative dans la plupart des services et organes ayant affaire au public. La mauvaise gestion administrative est définie comme comprenant : l'incompétence, les retards, la négligence et le parti pris, mais non pas les questions de principe, lesquelles relèvent de la compétence du parlement. Le Commissaire n'est pas habilité à enquêter sur le bien-fondé des décisions relevant d'un pouvoir discrétionnaire. Sa compétence ne s'étend pas non plus au service national de la santé, aux administrations locales ni à la police, car il existe d'autres organes qui sont habilités à enquêter sur les plaintes portées contre ces institutions. L'ombudsman de Nouvelle-Zélande a compétence en ce qui concerne les actes ou omissions des services de l'Etat, d'un petit nombre de tribunaux administratifs et d'organisations locales. Il n'a pas droit de regard sur les questions pour lesquelles il existe un droit de recours ou de révision de l'affaire quant au fond par un tribunal, et il ne peut non plus ni exercer un contrôle direct sur un ministre, ni modifier une décision qu'il estime erronée. En Finlande, en République-Unie de Tanzanie et

en Suède, l'ombudsman a le droit d'enquêter sur les plaintes portées contre le corps judiciaire. D'autres pays, comme l'Autriche, le Danemark et la Norvège, ne font pas relever les actes des juges de la compétence de l'ombudsman, dans le souci de maintenir l'indépendance des tribunaux.

111. Dans les pays où l'ombudsman a un pouvoir de surveillance sur les ministres, ceux-ci sont tenus de lui prêter leur concours dans l'exercice de ses fonctions d'investigation, et en particulier de lui fournir toutes les pièces et tous les témoignages demandés. Malgré cette obligation, les ministres peuvent dans certains cas refuser de donner des renseignements à l'ombudsman si, à leur avis, la divulgation de ces renseignements porterait atteinte à la sécurité ou à la défense nationales. Afin d'empêcher les ministres d'abuser de cette exception, le Royaume-Uni a introduit dans sa loi relative au Commissaire parlementaire une disposition qui donne à celui-ci accès à tous les renseignements ayant un rapport avec son enquête, mais qui permet en même temps au ministre intéressé d'interdire à l'ombudsman de révéler dans son rapport tout renseignement qui, de l'avis du ministre, "porterait atteinte à la sécurité de l'Etat ou serait de toute autre manière contraire à l'intérêt public".

112. Il semble que ce soit aux services de l'ombudsman qu'il incombe de sensibiliser l'opinion à ses obligations et attributions. Les messages radiodiffusés, la publication de brochures et la diffusion de documentaires télévisés sur l'historique de l'institution et son rôle sont autant de méthodes propres à informer le public de l'importance de l'ombudsman comme voie de recours. Par exemple, les commissions de l'ombudsman tanzanienne et zambienne tiennent des réunions publiques dans les villages des régions rurales pour expliquer le travail qu'elles accomplissent et pour se mettre mieux à la portée des habitants des régions reculées qui peuvent avoir des doléances contre les agents publics. Après ces réunions, les représentants de la commission tiennent des séances privées au cours desquelles les parties lésées peuvent soumettre leurs plaintes. Ces plaintes font ensuite l'objet d'une enquête, et, si besoin est, les représentants de la commission se rendent à nouveau dans le village pour assurer le suivi de l'affaire. Au cours de la première année de mandat de la Commission tanzanienne, ses membres se sont rendus dans 14 régions, 53 circonscriptions, et se sont entretenus avec plus de 64 000 particuliers.

113. L'institution de l'ombudsman est un système de défense des droits de l'homme potentiellement efficace, qui peut être adapté aux divers systèmes politiques et sociaux. Un grand nombre de pays l'ont introduite avec succès dans leur système administratif. Naturellement, l'ombudsman n'est efficace qu'autant que les pouvoirs dont il est doté le lui permettent. Sa compétence varie selon les pays, mais il est clair qu'il doit avoir le droit d'examiner les documents et d'interroger les autorités dans le cadre de cette compétence si l'on veut que son enquête soit menée avec la diligence et la rigueur voulues. En outre, l'efficacité de l'ombudsman dépend pour beaucoup de la mesure dans laquelle le plaignant éventuel pourra utiliser ses services. Il est donc important que les particuliers ne soient pas gênés par des procédures de pétition déroutantes lorsqu'ils essaient de présenter leurs doléances aux services de l'ombudsman. S'il est vrai que la plupart des ombudsmen peuvent se saisir d'office, leur rôle essentiel n'en reste pas moins d'offrir un recours au particulier qui a été victime d'une injustice résultant d'une mesure gouvernementale ou administrative. Cela étant, tout doit être fait pour que les services de l'ombudsman soient facilement accessibles à tous les membres du public.

V. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES 18/

114. De nombreux gouvernements soulignent le rôle important joué par les organisations non gouvernementales en matière de promotion et de protection des droits de l'homme au niveau national, et les succès appréciables qu'elles remportent. Ces organisations poursuivent leurs objectifs par des méthodes très variées, notamment par l'organisation de séminaires, colloques et autres réunions, la publication de brochures et de périodiques, l'organisation d'activités éducatives et de campagnes d'information du public. En dénonçant les violations des droits de l'homme, elles attirent l'attention du public sur celles-ci. De plus, les contacts et la liaison qu'elles établissent avec le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, et l'assistance et les services spécifiques qu'elles fournissent aux personnes ou aux groupes vulnérables tels que détenus, réfugiés, travailleurs étrangers, minorités ou populations autochtones, contribuent à assurer une application plus stricte des lois et règlements relatifs à la protection des droits de l'homme. Dans certains pays, par exemple au Canada, les activités des organisations non gouvernementales reçoivent l'appui et l'aide financière de l'Etat.

NOTES

- 1/ Voir également chap. II, sect. B.
- 2/ A/36/440, par. 18 à 46; A/38/416, par. 10 à 26; A/39/556.
- 3/ A/36/440, par. 38 à 46.
- 4/ Voir plus haut, par. 17 et 18.
- 5/ A/38/416, par. 10 à 26.
- 6/ Voir A/36/440, par. 190 à 201; A/38/416, par. 27 à 42.
- 7/ Voir A/38/416, par. 145 à 152.
- 8/ A/36/440, par. 120 à 130, 202 à 206; A/38/416, par. 153 à 156.
- 9/ A/36/440, par. 26 à 36; A/38/416, par. 26.
- 10/ A/36/440, par. 69 à 72; A/38/416, par. 61 et 62.
- 11/ A/36/440, par. 65 à 68; A/38/416, par. 59 et 60.
- 12/ A/36/440, par. 92 à 115; A/38/416, par. 76 à 81.
- 13/ A/36/440, par. 86 à 91; A/38/416, par. 63 à 75.
- 14/ A/36/440, par. 131 à 135. Voir également l'Etude sur les droits des personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses et linguistiques (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.XIV.1).
- 15/ Voir E/CN.4/Sub.2/1982/Add.4.
- 16/ Voir également chap. II, Sect. C.
- 17/ A/36/440, par. 47 à 64; A/38/416, par. 43 à 58.
- 18/ A/36/440, par. 146 à 151, 215 à 217; A/38/416, par. 87 à 92, 166.

ANNEXE I

LISTE D'INSTITUTIONS NATIONALES */

I. ORGANES LEGISLATIFS CREEES POUR EXAMINER LA CONSTITUTIONNALITE DES LOIS

A. Organes législatifs

- Ad hoc Commission 1/
 - Advisory Commission (ou commission d'enquête) 2/
 - Bureau for Petitions and Appeals 3/
 - Civil Liberty Protection Unit 4/
 - Commission consultative des droits de l'homme 5/
 - Commission d'information et d'orientation concernant les droits de l'homme 6/
 - Commission générale de pétitions 7/
 - Commission législative constitutionnelle et de justice 8/
 - Committee Deals 9/
 - Committee of Petitions 10/
 - Commission permanente constitutionnelle 11/
 - Commission permanente de pétitions 12/
 - Direito e Justica 13/
 - House of Commons 14/
 - House of Congress 15/
 - Commission des droits de l'homme 16/
 - Litigation Expeditions Unit 17/
 - Ligue pour la défense et la promotion des droits de l'homme 18/
 - Lower House 19/
 - Parlement 20/
 - Comité parlementaire du droit constitutionnel 21/
 - Presidium du Soviet suprême 22/
 - Privacy Commissioner 23/
 - Public Petitions Committee 24/
 - Select Committee on Statutory Instruments 25/
 - Senate Select Committee 26/
 - Commission permanente 27/
 - Commission permanente des pétitions 28/
 - Cour suprême 29/
 - Surate Legal Committee 30/
 - Wanganiu Computer Centre Privacy Commission 31/
- B. Organes créés pour examiner la constitutionnalité des lois (Conseil constitutionnel) 32/

NOTES

*/ Cette liste d'institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme est fondée sur les renseignements communiqués par les gouvernements.

1/ Espagne et Etats-Unis; 2/ Barbade; 3/ Yougoslavie; 4/ Thaïlande; 5/ France; 6/ Suriname; 7/ 8/ Espagne; 9/ Finlande; 10/ Inde et Royaume-Uni; 11/ 12/ Espagne; 13/ Portugal; 14/ Royaume-Uni; 15/ Etats-Unis; 16/ El Salvador; 17/ Thaïlande; 18/ Madagascar; 19/ Finlande; 20/ Finlande, France, Nouvelle-Zélande, Pologne; 21/ Finlande; 22/ URSS; 23/ 24/ Nouvelle-Zélande; 25/ Royaume-Uni; 26/ Etats-Unis; 27/ RSS de Biélorussie, RSS d'Ukraine et URSS; 28/ Espagne; 29/ Pologne; 30/ Zimbabwe; 31/ Nouvelle-Zélande; 32/ Hongrie.

II. ORGANES JUDICIAIRES

A. Juridictions de droit commun

Cour d'appel 1/
Cour d'assises 2/
Ministre de la justice 3/
Chambre de recours 4/
Circuit Courts of Appeals 5/
Tribunaux de droit commun 6/
Consejero de Estado 7/
Conseil constitutionnel 8/
Cour constitutionnelle 9/
Cour des garanties constitutionnelles 10/
Tribunal constitutionnel 11/
Conseil d'Etat 12/
County Courts 13/
Courts of Criminal Appeal 14/
Crown Court 15/
Defensor del Pueblo 16/
District Courts 17/
Tribunal constitutionnel fédéral 18/
Federal Courts 19/
Haute Cour 20/
House of Lords 21/
Magistrates' Courts 22/
Ombudsman parlementaire 23/
Cour suprême 24/
Cour de cassation 25/

B. Cours constitutionnelles

Acción Popular de Inconstitucionalidad 26/
Tribunal constitutionnel 27/
Cour des garanties constitutionnelles 28/
Organes collégiaux exécutifs des communautés autonomes 29/
Haute Cour 30/
Defensor del Pueblo 31/
Cour suprême 32/
Tribunal électoral suprême 33/

C. Cours et tribunaux spéciaux

1. Tribunaux du travail

Arbeidsretten 34/
Tribunal central du travail 35/
Conseil des prud'hommes 36/
Conseil d'Etat 37/
Defensor del Pueblo 38/
Tribunal des assurances 39/
Tribunal du travail 40/

Labour Relations Board (Conseil canadien des relations du travail) 41/

Tribunal d'autogestion 42/

Tribunal spécial 43/

Tribunal administratif suprême 44/

Workers' Mediator Commissions 45/

2. Tribunaux de mineurs et tribunaux pour enfants

Cour d'assises des mineurs 46/

Children and Young Persons' Courts 47/

Children's Board 48/

Children's Courts 49/

Tribunaux de mineurs et tribunaux pour enfants 50/

Cour d'assises des mineurs 51/

Tribunal pour enfants 52/

Cour criminelle des mineurs 53/

Tribunal spécial pour enfants 54/

3. Autres tribunaux spécialisés

Broadcasting Tribunal 55/

Deportation Review Tribunal 56/

Family Courts 57/

Indecent Publication Tribunal 58/

Maori Appellate Court 59/

Maori Land Court 60/

Ministerio Fiscal 61/

Tribunal de l'assurance sociale 62/

D. Cours et tribunaux administratifs

Tribunaux administratifs 63/

Conseil d'Etat 64/

Cour de cassation 65/

Tribunal administratif suprême 66/

E. Autres organes établis dans le cadre du système judiciaire

1. Ombudsman et institutions analogues

Ad hoc Arbitrator 67/

Assemblies of socio-political communities 68/

Children's Ombudsman 69/

Civil Ombudsman's protection against Arbitrariness in Public
Administration 70/

Commission of Counter Corruption 71/

Commission of Investigation 72/

Commission for Self-Management Workers Supervision 73/

Equal Opportunities Commissioner 74/

Equal Opportunities Council 75/

Mediateur 76/

Ministerio Público 77/
Public Complaints Commission du Nigéria 78/
Ombudsman 79/
Cour suprême de justice (loi organique) 80/
Permanent Arbitrator 81/
Permanent Commission of Enquiry 82/
Prokuratura 83/
Procureur 84/
Provedor de Justica 85/
Public Complaints Commission 86/
Servicio du Provedor de Justica 87/
Social Attorney of Self-Management 88/
Social Mediatory Commissions 89/
Wanganiu Computer Centre Privacy Commission 90/
Volksanwaltschaft 91/
Workers Councils in Undertaking 92/
Works' Mediatory Commissions 93/

2. Services d'aide judiciaire

Bureau of Civil Liberty and Public Interest Protection 94/
Citizens Legal Assistance Office 95/
Collèges d'avocats 96/
Community Legal Services 97/
Legal Aid Association 98/
Legal Aid Board 99/
Legal Aid Council Office 100/
Legal Aid Regulation of the Public Prosecution 101/
Legal Aid Service Regulation Issued by the Public Prosecution
Department 102/
Legal Aid Unit 103/
Maluganik Tukisiiniakvit Legal Service Centre 104/
Native Courtworkers' Association (Programme d'assistance
parajudiciaire aux autochtones) 105/
Public Defender Office 106/
Public Legal Aid 107/

NOTES

1/ Finlande, France, Singapour, Royaume-Uni; 2/ France; 3/ Finlande; 4/ France; 5/ Etats-Unis; 6/ Pologne; 7/ Venezuela; 8/ France; 9/ Canada, El Salvador, République fédérale d'Allemagne, Guatemala, Inde, Panama, Espagne; 10/ Equateur; 11/ Thaïlande; 12/ France; 13/ Royaume-Uni; 14/ Singapour; 15/ Royaume-Uni; 16/ Espagne; 17/ Singapour; 18/ République fédérale d'Allemagne; 19/ Canada, Etats-Unis; 20/ Argentine, Barbade, Colombie, El Salvador, Inde, Nigéria, Panama, Singapour, Espagne, Royaume-Uni, Venezuela; 21/ Royaume-Uni; 22/ Singapour, Royaume-Uni; 23/ Finlande; 24/ Canada, Chypre, Equateur, El Salvador, Finlande, République fédérale d'Allemagne, Inde, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Panama, Pologne, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Etats-Unis, URSS; 25/ France; 26/ El Salvador, Panama, Venezuela; 27/ Canada, El Salvador, République fédérale d'Allemagne, Inde, Panama, Espagne; 28/ Equateur; 29/ 30/ 31/ 32/ Espagne; 33/ Equateur; 34/ Norvège; 35/ Thaïlande; 36/ France, Tunisie; 37/ Belgique, Finlande, France, Grèce; 38/ Espagne; 39/ Finlande; 40/ Barbade, Finlande, République fédérale d'Allemagne, Inde, Kenya, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Thaïlande; 41/ Canada; 42/ Yougoslavie; 43/ France, Pays-Bas; 44/ Finlande, Pologne; 45/ Pologne; 46/ France; 47/ 48/ Nouvelle-Zélande; 49/ Australie; 50/ Australie, France, Thaïlande; 51/ France; 52/ Barbade, El Salvador, France; 53/ Tunisie; 54/ Italie; 55/ 56/ Nouvelle-Zélande; 57/ Australie; 58/ 59/ 60/ Nouvelle-Zélande; 61/ Espagne; 62/ Norvège; 63/ Autriche, Belgique, France, Grèce, Pays-Bas, Tunisie; 64/ 65/ France; 66/ Finlande; 67/ Fidji; 68/ Yougoslavie; 69/ 70/ Norvège; 71/ Thaïlande; 72/ Tanzanie; 73/ Yougoslavie; 74/ 75/ Norvège; 76/ France; 77/ Colombie, Equateur, Guatemala, Portugal, Venezuela; 78/ Nigéria; 79/ Australie, Autriche, Barbade, Canada, Danemark, Fidji, Finlande, France, République fédérale d'Allemagne, Ghana, Guatemala, Guyana, Inde, Jamaïque, Japon, Maurice, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Portugal, Espagne, Soudan, Suède, Tanzanie, Trinité-et-Tobago, Royaume-Uni, Etats-Unis, Zambie, Zimbabwe; 80/ Venezuela; 81/ Fidji; 82/ Tanzanie; 83/ Albanie, Bulgarie, RSS de Biélorussie, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Hongrie, Pologne, Roumanie, RSS d'Ukraine, URSS, Yougoslavie; 84/ Finlande; 85/ Portugal; 86/ Nigéria; 87/ Portugal; 88/ Yougoslavie; 89/ Pologne; 90/ Nouvelle-Zélande; 91/ Autriche; 92/ Yougoslavie; 93/ Pologne; 94/ Thaïlande; 95/ Philippines; 96/ RSS de Biélorussie, RSS d'Ukraine, URSS; 97/ Barbade; 98/ Japon; 99/ Finlande; 100/ Nigéria; 101/ 102/ 103/ Thaïlande; 104/ 105/ Canada; 106/ 107/ Etats-Unis.

III. ORGANES ADMINISTRATIFS

A. Commissions des droits de l'homme et organismes publics analogues auxquels ont été expressément confiées des responsabilités globales dans le domaine des droits de l'homme

Advisory Body of the Commission for Human Rights of the federal
Secretariat for Foreign Affairs 1/
Australian Commission of Jurists 2/
Commission d'enquête 3/
Commission canadienne des droits de la personne 4/
Loi canadienne sur les droits de la personne 5/
Central Civil Liberties Bureau of the Ministry of Justice 6/
Bureau des libertés publiques 7/
Civil Liberties Protection Unit 8/
Commission des droits de l'homme de l'ordre des avocats 9/
Commission for Fundamental Rights 10/
Commission d'information et d'orientation concernant les droits
de l'homme 11/
Commissioner for Community Relations 12/
Comité pour les mineurs 13/
Comité du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux
et culturels 14/
Comité du Pacte international relatif aux droits civils et
politiques 15/
Computer-based Information Centre 16/
Conseil de la protection des droits de l'homme 17/
Danish Human Rights Division 18/
Department of the Secretary of State 19/
Directorate of Human Rights of the Department of State 20/
District Minority Committees 21/
Federal Human Rights Commission 22/
Federal-Provincial Committee of Officials responsible for
Human Rights 23/
Federal-Provincial-Territorial Committees 24/
Foreign and Public Relations Unit 25/
Human Rights Commission 26/
Human Rights Division 27/
Human Rights Society 28/
Human Rights Tribunal 29/
Commission interministérielle italienne des droits de l'homme 30/
Iraq National Human Rights Commission 31/
Commission nationale pour la promotion et la protection des droits
de l'homme 32/
National Human Rights Committee 33/
Institution nationale pour la promotion et la protection des droits
de l'homme 34/
New Zealand Human Rights Commission 35/
Norwegian Human Rights Committee 36/
Police Complaints Board 37/
Provincial Human Rights Commissions 38/
Provincial Minister of Justice 39/
Comité samit 40/
Senate Legal Committee 41/

Standing Advisory Commission on Human Rights 42/

Comités de surveillance 43/

United States Civil Rights Commission 44/

United States Equal Employment Opportunity Commissions 45/

Conseils bénévoles de prévention de la criminalité 46/

Milices populaires bénévoles 47/

1/ Yougoslavie; 2/ Australie; 3/ 4/ 5/ Canada; 6/ 7/ Japon;
8/ Thaïlande; 9/ Portugal; 10/ Nouvelle-Zélande; 11/ Suriname; 12/ Australie;
13/ URSS; 14/ 15/ Iraq; 16/ Nouvelle-Zélande; 17/ Brésil; 18/ Danemark;
19/ 20/ Canada; 21/ Pakistan; 22/ 23/ 24/ Canada; 25/ Thaïlande;
26/ Australie; 27/ Israël; 28/ Pakistan; 29/ Canada; 30/ Italie; 31/ Iraq;
32/ Nicaragua; 33/ Iraq; 34/ Suriname; 35/ Nouvelle-Zélande; 36/ Norvège;
37/ Royaume-Uni; 38/ 39/ Canada; 40/ Finlande; 41/ Zimbabwe; 42/ Irlande
du Nord; 43/ URSS; 44/ 45/ Etats-Unis; 46/ URSS; 47/ RSS de Biélorussie,
RSS d'Ukraine, URSS.

B. Institutions chargées de la protection de groupes déterminés

1. Institutions chargées de la protection des personnes appartenant à des minorités ethniques, linguistiques et religieuses

Conseil consultatif pour les affaires tziganes 1/
Advisory Committee 2/
Australian Federal Chancellery 3/
Australian Institute of Multicultural Affairs 4/
Central Council of German Sinti and Rom 5/
Commission consultative pour les réfugiés 6/
Commission chargée de promouvoir le principe de l'égalité
et des droits collectifs 7/
Commission pour les affaires lapones 8/
Commission for Racial Equality 9/
Commission interministérielle d'appui aux réfugiés
et apatrides 10/
Commission pour les mineurs 11/
Commission on Civil Rights 12/
Commissioner for Linguistic Minorities 13/
Commissioner for Scheduled Castes and Tribes 14/
Comité des affaires des réfugiés 15/
Committee for the Slovene-speaking and Croatian-speaking
Minorities 16/
Committee of Inquiry into the Education of Children 17/
Comité des questions de migration 18/
Conseiller aux étrangers 19/
Institut cubain de l'amitié 20/
Ethnic and Religious Committees 21/
District Minority Committees 22/
Fair Employment Agency 23/
Human Rights Society 24/
Indian Minority Commission 25/
Commission mexicaine d'aide aux réfugiés 26/
Conseil national de la protection sociale 27/
Comités nationaux 28/
Office of the Commissioner for Community Relations 29/
Office of Race Relations Conciliator 30/
Permanent Commission of Enquiry 31/
Presidential Council for Minority Rights 32/
Public Complaints Commission of Nigeria 33/
Comité samit 34/
Social Welfare Services 35/
Standing Advisory Commission on Human Rights 36/
Ligue tunisienne des droits de l'homme 37/
Research Centre for Domestic Languages 38/

2. Institutions chargées de la protection des populations autochtones

Comité des affaires des réfugiés 39/
Department of Maori and Island Affairs 40/
Commission finlandaise pour les affaires lapones 41/
Instituto Nacional Indigenista de Mexico 42/
Conseil lapon norvégien 43/
Commission suédoise des affaires samites 44/

3. Institutions chargées de la protection des étrangers, des migrants et des immigrants

Commission consultative des étrangers 45/
Australian Ethnic Affairs Council 46/
Commission de la lutte contre la discrimination et les préjugés ethniques 47/
Comité des questions de migration 48/
Direction des étrangers et Conseil des réfugiés 49/
Multi-Cultural Resource Centres 50/
Association norvégienne des travailleurs étrangers 51/

4. Institutions chargées de la protection des enfants et des mineurs

Child Care Board 52/
Children's Ombudsman 53/
Comité national populaire chinois pour la défense des enfants 54/
Commission des droits de l'enfant 55/
Council for Family Affairs 56/
Conseil suprême égyptien pour l'enfance 57/
Federal Inter-agency Committee for Children and Youth 58/
Indian National Children's Board 59/
Service de protection de la jeunesse 60/
Maternité et protection de l'enfance 61/
Association des mineurs 62/
National Children's Board 63/
Commission nationale pour l'année 64/
Conseil national pour l'enfant 65/
National Council for Children's Affairs 66/
Direction nationale de l'enfance et de la famille 67/
National Policy for the Children 68/
Orphans' Housing Aid Society 69/
Polish Pathfinders' Union 70/
Polish Students' Association 71/
Rural Youth Union 72/
Conseil de la protection sociale 73/
Société des amis de l'enfance 74/
Commission permanente des conditions de travail et d'existence des femmes, de la maternité et de la protection de l'enfance 75/
Conseil suprême pour l'enfance 76/
Union of Socialist Polish Youth 77/

5. Institutions chargées de la protection des femmes

Australian National Women's Advisory Council 78/
Commission du Soviet suprême des conditions de travail
et d'existence des femmes 79/
Commission on Women's Rights 80/
Committee on the Status of Women 81/
National Committee on Women 82/
Office of Women's Affairs 83/

1/ Finlande; 2/ Pakistan; 3/ 4/ Australie; 5/ République fédérale d'Allemagne; 6/ Portugal; 7/ Yougoslavie; 8/ Finlande; 9/ Royaume-Uni; 10/ Portugal; 11/ RSS d'Ukraine; 12/ Etats-Unis; 13/ 14/ Inde; 15/ Finlande; 16/ Australie; 17/ Royaume-Uni; 18/ 19/ Finlande; 20/ Cuba; 21/ Canada; 22/ Pakistan; 23/ Irlande du Nord; 24/ Pakistan; 25/ Inde; 26/ Mexique; 27/ Finlande; 28/ Tchécoslovaquie; 29/ Australie; 30/ Nouvelle-Zélande; 31/ Tanzanie; 32/ Singapour; 33/ Nigéria; 34/ Finlande; 35/ Chypre; 36/ Irlande du Nord; 37/ Tunisie; 38/ 39/ Finlande; 40/ Nouvelle-Zélande; 41/ Finlande; 42/ Mexique; 43/ Norvège; 44/ Suède; 45/ Belgique; 46/ Australie; 47/ Suède; 48/ Finlande; 49/ Danemark; 50/ Australie; 51/ Norvège; 52/ Barbade; 53/ Norvège; 54/ Chine; 55/ Suède; 56/ Pologne; 57/ Egypte; 58/ Etats-Unis; 59/ Inde; 60/ Norvège; 61/ URSS; 62/ Mexique; 63/ Inde; 64/ Algérie; 65/ République dominicaine; 66/ Bangladesh; 67/ Panama; 68/ Inde; 69/ 70/ 71/ 72/ Pologne; 73/ Finlande; 74/ Pologne; 75/ RSS de Biélorussie; 76/ Egypte; 77/ Pologne; 78/ Australie; 79/ URSS; 80/ Barbade; 81/ 82/ Inde; 83/ Australie.

C. Institutions chargées de l'égalité en matière d'emploi

Conseil danois sur l'égalité 1/
Département of Employment and Employment Promotion of the Ministry
of Labour and Social Services 2/
Employment Departments at the Local People's Councils 3/
Employment Division 4/
Equal Council 5/
Equal Employment Opportunity Commission 6/
Ombudsman à l'égalité 7/
Comité de l'égalité de traitement 8/
Conseil français supérieur de l'égalité professionnelle entre les
femmes et les hommes 9/
General Division 10/
National and Local Employment Discrimination Committees 11/
National and State Committees on Discrimination in Employment
and Occupation 12/
Commission portugaise de la condition de la femme 13/
Tax and Valuation Division of Appeal Tribunal 14/
Tripartite Advisory Committee 15/
Vigilance Committee 16/

1/ Danemark; 2/ Zimbabwe; 3/ Pologne; 4/ Barbade; 5/ Danemark;
6/ Etats-Unis; 7/ Finlande; 8/ Autriche; 9/ France; 10/ Barbade;
11/ 12/ Australie; 13/ Portugal; 14/ Barbade; 15/ 16/ Inde.

D. Institutions chargées de la diffusion d'informations en particulier sur les droits de l'homme

Australian National Commission for UNESCO 1/
Bureaux des libertés publiques 2/
Commissaires aux libertés publiques 3/
Commission d'information et d'orientation concernant les droits de l'homme 4/
Comité pour la défense des droits de l'homme 5/
Comité des droits de l'homme 6/
Conseil pour la protection des droits de l'homme 7/
Commission des droits de l'homme 8/
Commission permanente des droits de l'homme sur le droit d'amparo 9/
Marangopoulos Foundation for Human Rights 10/
Institute of International Affairs Services du Nigéria 11/
Conseils populaires 12/
Universités populaires soviétiques 13/
Institute for International Affairs de Pologne 14/
Red Cross Society de Pologne 15/
Scholarly Research and Information on Human Rights 16/
Society for the Popularization of Culture and Science 17/
Society of Friends of the United Nations 18/
Université Yermouth de Jordanie 19/

1/ Australie; 2/ 3/ Japon; 4/ Suriname; 5/ Venezuela; 6/ République démocratique allemande; 7/ Brésil; 8/ Nicaragua; 9/ Equateur; 10/ Grèce; 11/ Nigéria; 12/ Pologne; 13/ URSS; 14/ 15/ 16/ 17/ 18/ Pologne; 19/ Jordanie.

E. Institutions pédagogiques

Academy of social sciences 1/
Fondation canadienne des droits de l'homme 2/
Commission canadienne des droits de l'homme 3/
Central Committee of the Polish United Workers' Party 4/
Child Care Board 5/
Bureaux des libertés publiques 6/
Commissaires aux libertés publiques 7/
Committee of Inquiry into the Education of Children 8/
Commission for Educational Planning and Research Promotion 9/
Institut international des droits de l'homme 10/
Office judiciaire 11/
Legal Education of the Population in the Field of Human Rights 12/
National Commission on the Role of the Filipino 13/
Institute of International Affairs du Nigéria 14/
Norwegian Human Rights Committee 15/
Swedish National Educational Board 16/

1/ Pologne; 2/ 3/ Canada; 4/ Pologne; 5/ Barbade; 6/ 7/ Japon;
8/ Royaume-Uni; 9/ République fédérale d'Allemagne; 10/ France; 11/ Espagne;
12/ RSS d'Ukraine; 13/ Philippines; 14/ Nigéria; 15/ Norvège; 16/ Suède.

F. Systèmes de prestation des soins de santé

Aboriginal Health Programme 1/
Association de catholiques "caritas" 2/
Direction des maladies épidémiques 3/
Programme de santé communautaire 4/
Departments of Health and Social Welfare 5/
Unités d'hygiène du milieu 6/
Family Planning Association 7/
Health Service Commissioner 8/
National Commission for Disabled Persons 9/
Bureau national de la planification de la famille
et des populations 10/
Occupational Health Safety and Compensation Department 11/
Comité polonais d'aide sociale 12/
Croix-Rouge polonaise 13/
Population Control and Family Planning Division of the Ministry
of Health 14/
Provincial People's Acting Councils 15/
Centres de santé ruraux 16/
Swedish national Board 17/
Swedish national Board of Health and Welfare 18/
Village Health Committees 19/

1/ Australie; 2/ Pologne; 3/ Sénégal; 4/ Autriche; 5/ Pologne; 6/ Iraq;
7/ Nouvelle-Zélande; 8/ Royaume-Uni; 9/ Philippines; 10/ Tunisie;
11/ Zimbabwe; 12/ 13/ Pologne; 14/ Bangladesh; 15/ Pologne; 16/ Chypre;
17/ 18/ Suède; 19/ Inde.

G. Régimes de sécurité et de protection sociales

Central Social Welfare Board 1/
Cooperative Insurance Institutions 2/
Department of Social Services of Ministry of Labour and Social
Services 3/
Housing Corporation 4/
Insurance Units 5/
Commission nationale de planification intégrale de la famille 6/
National Insurance Board 7/
Nigerian Ministry of Social Development 8/
Ministry of Social Services and Development 9/
Social Security Division 10/
State-controlled Social Insurance Institution 11/
Jeunes, sports et culture 12/

1/ Inde; 2/ Pologne; 3/ Zimbabwe; 4/ Bahamas; 5/ Pologne; 6/ Mexique;
7/ Barbade; 8/ Nigéria; 9/ Philippines; 10/ Barbade; 11/ Pologne; 12/ Niger.

IV. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

- ✓ Amnesty International, Section finlandaise 1/
- Amicale des femmes juristes 2/
- Anti-Racism Movement (Mouvement contre le racisme) 3/
- Association pour la protection des droits de l'homme contre les abus en psychiatrie 4/
- Association des amis des droits d l'homme 5/
- Association sénégalaise de recherche et d'études juridiques 6/
- Association sénégalaise pour les Nations Unies 7/
- Section australienne d'Amnesty International 8/
- Eglise catholique 9/
- Central Union for Child Welfare 10/
- Comité sénégalais des droits de l'homme 11/
- Comité des droits de l'homme de l'ordre des avocats 12/
- Commission de la condition féminine 13/
- Commission portugaise Pro-Amnesty International 14/
- Commission nationale des droits de la femme sénégalaise 15/
- Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 16/
- Comité dominicain pour les droits de l'homme 17/
- Association égyptienne pour les droits de l'homme 18/
- Comités ethniques et religieux 19/
- Fédération de juristes irakiens 20/
- Fondation pour les droits de l'homme 21/
- ✓ Association finlandaise des tziganes 22/
- ✓ Croix-Rouge finlandaise 23/
- Fondation Francisco Ulises Espallat 24/
- Fédération générale des femmes irakiennes 25/
- Ihmisoikeuspuolustit 26/
- Indian 27/
- Indonesian Institute for the defense of Human Rights 28/
- Société irakienne des droits de l'homme 29/
- Innuït and Native Organization 30/
- Ordre des avocats 31/
- Ligue des droits de l'homme 32/
- Ligue portugaise des droits de l'homme 33/
- Mediatory Commission of the Labour Courts at District Courts 34/
- Organization for Disabled Groups (Organisation des groupes de handicapés) 35/
- Associations provinciales des libertés publiques 36/
- Section grecque d'Amnesty International 37/
- Section nationale des juristes démocrates 38/
- Section sénégalaise de l'Association des barreaux africains 39/
- Unión dominicana para la defensa de los derechos humanos 40/
- Union pour les droits de l'homme et des citoyens 41/
- Unioni Women's Rights Union 42/
- Women's Rights Organization (Organisation pour les droits de la femme) 43/
- Unions de travailleurs 44/
- Works Mediatory Commissions 45/

NOTES

1/ Finlande; 2/ Sénégal; 3/ Canada; 4/ Autriche; 5/ Egypte;
6/ 7/ Sénégal; 8/ Australie; 9/ République dominicaine; 10/ Finlande;
11/ Sénégal; 12/ 13/ 14/ Portugal; 15/ Sénégal; 16/ France; 17/ République
dominicaine; 18/ Egypte; 19/ Canada; 20/ Iraq; 21/ Grèce; 22/ 23/ Finlande;
24/ République dominicaine; 25/ Iraq; 26/ Finlande; 27/ Inde; 28/ Indonésie;
29/ Iraq; 30/ Canada; 31/ Iraq; 32/ Autriche; 33/ Portugal; 34/ Pologne;
35/ 36/ Canada; 37/ Grèce; 38/ 39/ Sénégal; 40/ République dominicaine;
41/ Grèce; 42/ Finlande; 43/ Canada; 44/ URSS; 45/ Pologne.

ANNEXE II

BIBLIOGRAPHIE

Rapports de conférences mondiales

1. Rapport sur la Conférence de Genève des ONG sur les droits de l'homme, réunie par le Comité international ad hoc de Genève pour l'année des droits de l'homme, Palais des Nations, Genève, 29-31 janvier 1968.
2. Report of the 14th International Conference on Social Welfare, Canadian Welfare Council, Ottawa, 1968, II, 123 pages.
3. Report of the World Conference of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace, Copenhagen, 14-21 July 1980 (Sales No. E.80.XIV.3).
4. Report of the Second World Conference to Combat Racism and Racial Discrimination, Geneva, 1-12 August 1983 (Sales No. E.83.XIV.4).

Rapports de séminaires et colloques

5. Report of the Seminar on Judicial and other Remedies against the Illegal Exercise or Abuse of Administrative Authority, Poradeniya, Kandy, Sri Lanka, 4-15 May 1959 (ST/TAO/HR/4).
6. Report of the Seminar on Judicial and other Remedies against the Abuse of Administrative Authority, Stockholm, Sweden, 12-25 June 1962 (ST/TAO/HR/15).
7. Report of the Seminar on the Role of the Police in the Protection of Human Rights (ST/TAO/HR/16), Canberra, Australia, 24 April-13 May 1963.
8. Report of the Seminar on Participation in Local Administration as a Means of Promoting Human Rights, Budapest, Hungary, 14-27 June 1966 (ST/TAO/HR/26).
9. Report of the Seminar on Human Rights in Developing Countries, Dakar, Senegal, 8-12 February 1966 (ST/TAO/HR/25).
10. Report of the Seminar on Special Problems Relating to Human Rights in Developing Countries, Nicosia, Cyprus, 26 June-9 July 1969 (ST/TAO/HR/36).
11. Colloque sur la promotion de la santé par l'hygiène dans l'habitat, Bruxelles, Université Libre, Institut de Sociologie, 1969, 125 pages.
12. Report of the Seminar on the Promotion and Protection of the Human Rights of National, Ethnic and other Minorities, Chrid, Yugoslavia, 25 June-8 July 1974 (ST/TAO/HR/49).
13. Report of the Seminar on the Human Rights of Migrant Workers, Tunis, 12-24 November 1975, New York, 1976 - IV, 47 pages (ST/TAO/HR/50).
14. Report of the Seminar on National and Local Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights, Geneva, 12-29 September 1978 (ST/HR/SER.A/2).

15. Report of the Seminar on Recourse Procedures Available to Victims of Racial Discrimination and Activities to be Undertaken at the Regional Level, Geneva, Switzerland, 9-20 July 1979 (ST/HR/SER.A/3).
16. Third Sokol Colloquium on the Family in International Law: Some Emerging Problems, University of Virginia, School of Law, 6-7 April 1979.
17. Symposium on the Role of the Police in the Protection of Human Rights, The Hague, 14-25 April 1980 (ST/HR/SER.A/6).
18. Report of the Seminar on National, Local and Regional Arrangements for the Promotion and Protection of Human Rights in the Asian Region, Colombo, 21 June-2 July 1982 (ST/HR/SER.A/12).
19. Report of the Seminar on the Recourse Procedures and other Forms of Protection Available to Victims of Racial Discrimination and Activities to be Undertaken at the National and Regional Levels, with special reference to Asia and the Pacific, Bangkok, 2-13 August 1982 (ST/HR/SER.A/13).
20. Report of the International Colloquium on the Right to Health Protection (1983: Turin), Act of the International Colloquium on the Right to Health Protection, 1984, 176 pages.
21. Report of the Seminar on the Ways and Means of Achieving the Elimination of the Exploitation of Child Labour in All Parts of the World, Geneva, 28 October-8 November 1985 (ST/HR/SER.A/18).
22. Report of the Seminar on the International Assistance and Support to Peoples and Movements Struggling against Colonialism, Racism, Racial Discrimination and Apartheid, Yaoundé, Cameroon, 28 April-9 May 1986 (ST/HR/SER.A/19; A/41/571).

Etudes et rapports diffusés comme publications de vente

23. Study of Discrimination in the Matter of Religious Rights and Practices, by A. Krishnaswami (Sales No. 60.XIV.2).
24. Study of Discrimination in the Matter of Political Rights, by Hernán Santa Cruz (Sales No. 63.XIV.2).
25. Study of Discrimination in Respect of the Right of Everyone to Leave Any Country, Including His Own, and to Return to His Country, by José Ingles (Sales No. 64.XIV.2).
26. Study on the Right of Everyone to Be Free from Arbitrary Arrest, Detention and Exile (Sales No. 65.XIV.2).
27. Study of Equality in the Administration of Justice, by Mohamed Ahmed Abu Ranwat (Sales No. 71.XIV.3).
28. Study on the Rights of Persons Belonging to Ethnic, Religious and Linguistic Minorities, by F. Capotorti, New York, 1979 (Sales No. E.78.XIV.1).

29. International Provisions Protecting the Human Rights of Non-citizens, by Baroness Elles, New York, 1980, 63 pages (Sales No. E.80.XIV.2).
30. The Individual's Duties to the Community and the Limitations on Human Rights and Freedoms under Article 29 of the Universal Declaration of Human Rights: A Contribution to the Freedom of the Individual under Law, by Erica-Irene A. Daes, 1983 (Sales No. E.82.XIV.1).
31. New International Economic Order and Promotion of Human Rights, by Raúl Ferrero (Sales No. E.85.XIV.6).
32. Principles, Guidelines and Guarantees for the Protection of Persons Detained on Grounds of Mental Ill-health or Suffering from Mental Disorder, by Erica-Irene A. Daes (Sales No. E.85.XIV.9).
33. Study on the Preliminary Study with Regard to Such Measures as Have Hitherto been Taken and the Conditions Regarded as Essential to Ensure and Secure the Independence and Impartiality of the Judiciary, Jurors and Assessors and the Independence of Lawyers (E/CN.4/Sub.2/428).
34. Study on Amnesty Laws and their Role in the Safeguard and Promotion of Human Rights, by Louis Joinet (E/CN.4/Sub.2/1985/16/Rev.1).

Etudes et rapports publiés

35. Principles of Medical Ethics Relevant to the Role of Health Personnel, particularly Physicians, in the Protection of Prisoners and Detainees against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (DPI/832).
36. Declaration on Social and Legal Principles Relating to the Protection and Welfare of Children, with Special Reference to Foster Placement and Adoption Nationally and Internationally (DPI/914).
37. Declaration on the Human Rights of Individuals who are Not Nationals of the Country in Which They Live (DPI/894).
38. Declaration of Basic Principles of Justice for Victims of Crime and Abuse of Power (DPI/895).
39. Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners and Procedures for the Effective Implementation of the Rules (DPI/832).
40. United Nations Standard Minimum Rules for the Administration of Juvenile Justice (Beijing rules) (DPI/896).
41. Model Agreement on the Transfer of Foreign Prisoners and Recommendations on the Treatment of Foreign Prisoners (DPI/957).
42. Basic Principles on the Independence of the Judiciary (DPI/958).
43. Safeguards Guaranteeing Protection of the Rights of Those Facing the Death Penalty (DPI/960).

Autres publications

44. Romier, Lucien Promotion de la femme, Paris, Librairie Hachette, 1930, 253 pages.
45. Lavroff, DG Les libertés publiques en Union soviétique, Paris, Ed. A. Pedone, 1963.
46. Doublet, J. Human rights and social security, International Social Security Review, Geneva, p. 483 à 495, 1968.
47. Milton, I. Roemer The organization of medical care under social security, International Labour Office, Geneva, 1969.
48. Chabaud, Jacqueline Education et promotion de la femme, Paris, UNESCO, 1970, 175 pages.
49. Carey, J. United Nations protection of civil and political rights, New York, Syracuse University Press, 1970, XII, 205 pages.
50. World Health Organization Promotion de la santé et environnement humain : étude établie sur la base des discussions techniques tenues lors de la 27ème Assemblée mondiale de la Santé, Genève, 1975, 76 pages.
51. Mouton, Pierre Social security in Africa: trends, problems and prospects, International Labour Office, Geneva, 1975.
52. Archibald, Cox The role of the Supreme Court in American government, Oxford, Clarendon Press, 1976, 118 pages.
53. Dupuy, René Jean Le droit à la santé en tant que droit de l'homme, Alphen a.d. Rijn, Sijthoff et Noordhoff, 1979, 500 pages.
54. Library of Palais de la Paix International protection of the rights of the child, Library of Palais de la Paix, La Haye, 1979.
55. Verwilghen, Michel et Hans van Houtte Conflits d'autorités et de juridictions relatifs à la protection de la personne mineure, Revue belge de droit international, 1980, p. 397 à 431.
56. Abdel Raouf Mahdi La protection pénale de l'enfant victime en droit criminel égyptien : étude comparée, Egypte contemporaine, octobre 1981, p. 177 à 232.

57. Filipescu, Ion
La protection de l'enfant dans le droit de la République socialiste de Roumanie, Analele Universitatii Bucuresti, Vol. 31, 1982, p. 25 à 32.
58. Shaki, A.H.
Les principaux aspects du droit israélien relatifs à la garde des enfants et notamment l'application de la théorie de l'intérêt bien compris de l'enfant, Revue internationale de droit comparé, 36 (2), avril/juin 1984, p. 333 à 372.
59. Guggenheim, Martin
The right to be represented but not heard: reflections on legal representation for children, 59(1), April 1984, p. 76 à 155.
60. Nikken, Pedro
Los derechos del niño, de los ancianos y de la mujer: su protección internacional, Revista IIDH, No. 4, Jul/Dic 1986, p. 15 à 42.